



Voyages présidentiels

Jusqu'à quand volera Paul Biya?

PAGE 4

1ère année, n°004 du 04 juin 2008, hebdomadaire d'informations générales, Directeur de la Publication : Jean-Bosco Talla - Prix : 300 FCFA

# Germinal

Le prix de la vérité

Coût du téléphone  
L'Art à la  
solde des  
opérateurs  
du mobile

ENQUÊTER SANS A PRIORI NI CONCESSION, PENSER POUR QUE ÇA CHANGE

PAGE 12

Immigration

# Les Camerounais condamnés à l'exil



Guerandi Mbara

Pierre Ela

Jean- Marc Ela

Eric Chinjé

Partir est une  
planche de salut pour  
eux. Les Raisons sont  
politiques,  
économiques et  
sociales.

Lire notre dossier pp 5-10

Ticad IV: le Japon parie sur l'Afrique Page 12

# Regénérer la démocratie (suite)

PAR GUERANDI MBARA GOULONGO

Aussi, la Démocratie participative est le fondement ou le moteur de la renaissance nationale et africaine. Notre société/communauté devrait être une société/communauté globale non fermée au progrès économique, scientifique, technique et social. Elle devrait être une société/communauté ouverte à la modernisation au sens propre du terme mais en même temps à une modernisation qui réussit à concilier sagement les valeurs humanistes très africaines, l'esprit écologique, etc., et les valeurs fondamentales des temps modernes qui sont le sens de l'organisation, le contrôle, la production, la curiosité scientifique, la quête du progrès technologique, la formation de grands ensembles économiques et politiques, la recherche des mesures anticipatives des défis futurs.

La Démocratie participative est donc celle qui puise directement ses décisions souveraines auprès des regroupements locaux et syndicaux. Elle devient une démocratie intégrale lorsque le peuple ou ses représentants, librement désignés par ces regroupements, sont légitimés dans les fonctions de gestion de la cité, et lorsque tous les gestionnaires de la cité, légitimes, sont contrôlés par une institution souveraine gardienne de l'éthique établie. Les pouvoirs de souveraineté, délégués en vertu de la légitimité populaire, sont le monopole exclusif des représentants du peuple. Ils ne sont pas accessibles par simple transitivity. Un dirigeant représentant du peuple ne peut déléguer une partie de ses pouvoirs de souveraineté qu'à un responsable représentant du peuple.

Une gestion populaire de la cité est moins le triomphe des majorités numériques que davantage le sacre des majorités d'opinions. Une consultation populaire qui procède par la proposition au peuple des questions et des candidatures élaborées dans le secret des états-majors partisans ou claniques, pour ensuite interpréter, à la guise et à l'avantage des intérêts dominants, les scores numériques découlant d'un scrutin où la réponse des personnes consultées est circonscrite aux uniques onomatopées oui et non, n'est point nécessairement une consultation démocratique.

## CONSULTER LE PEUPLE

Dans nos sociétés/communautés traditionnelles, n'est considérée comme démocratique que la consultation qui laisse à la personne interrogée la possibilité de développer librement une expression plurielle. Toute saine philosophie politique devrait intégrer cette leçon et ce principe cardinal de la démocratie. Les arguments ayant abouti au consensus formé dans certaines civilisations autour du rejet de la formule de la démocratie directe se prévalent de la difficulté du travail fastidieux que serait le traitement technique et matériel d'une expression populaire plurielle. Il est alors prétendu que la publication des résultats des consultations populaires traînerait en longueur dans un pays peuplé alors que les décisions ayant trait à la gestion de la cité revêtent plutôt un caractère d'urgence. La formulation des questions et de la contrainte de répondre exclusivement par oui ou par non paraîtrait alors comme la plus facile d'exploitation, la plus "réaliste".

Même s'il faut déplorer que les abstentions soient toujours rejetées comme n'étant pas de l'expression populaire et que les "suffrages exprimés" seuls soient sacrés - même lorsque le score final qui en résulte ne représente que moins du quart de l'ensemble des citoyens, l'on chante que "le peuple a parlé" -, on se console en disant que seuls les saints pourraient

réaliser la démocratie parfaite. L'évident inconvenient en est que libre cours est laissée aux intérêts adversaires de la démocratie de capitaliser les défaillances du modèle afin d'accaparer facilement la légitimité populaire considérée comme le passe-droit et d'asseoir leur suprématie sur tous. Ces défaillances ont le désavantage de conforter des despotismes au pouvoir en les entourant des clinquants de démocratie dont elles constituent le pire des ennemis.

Au regard de la Démocratie participative, en dehors de l'expression de son opinion, la communauté ou le citoyen n'a pas besoin d'exercer des efforts supplémentaires de lobbying ou toute autre forme de corruption pour obtenir qu'une loi soit passée conformément à la volonté du Peuple. La volonté du Peuple, exprimée à travers ses opinions sur divers sujets, doit absolument se transformer en décisions politiques, notamment en lois souveraines. L'expression plurielle, non seulement, accélérerait la décision poli-

**Pour que l'expression populaire devienne véritablement une école de la citoyenneté, un principe essentiel doit être respecté : les droits des minorités ne sont pas opposables aux droits de la majorité. Il est donc fait obligation à tous les acteurs de respecter les principes de l'égalité et du droit à la différence dans le but d'édifier un destin commun. En retour les acteurs bénéficient de mêmes droits et devoirs tels que parler sa langue, pratiquer sa religion et sa culture, jouir de sa nationalité,**

tique en abattant les incertitudes qui la bloquent d'habitude mais surtout occuperait et responsabiliserait les représentants du peuple. Car, loin de simplement spéculer sur les intentions du peuple - toute interprétation des scores numériques des consultations populaires étant aléatoire et souvent arbitraire - ou alors de se tourner les pouces au sein des parlements ou à la tête des institutions, quand l'on ne prend pas ses propres desiderata pour des volontés du peuple, les représentants s'occuperaient plutôt utilement à donner un contenu aux scores d'opinions populaires qui constituent la matière première de leur activité politique, à institutionnaliser ces consensus et à les faire appliquer à tous.

L'évolution technologique contemporaine, la rapidité de traitement et de transmission des informations que permettent les derniers outils techniques de travail, et la qualité des capacités humaines que recèle le pays, offrent des possibilités nouvelles de réaliser des résultats beaucoup plus brillants que ceux déjà impressionnants des sondages modernes. Le perfectionnement des sondages arrive déjà en effet à traiter des opinions de plus en plus plurielles recueillies auprès des échantillons s'étendant désormais sur des millions de sondés. Il s'agit là des prodromes d'une perfectibilité de la consultation populaire et de son traitement. Se référant à la Démocratie participative et à l'Éthique rédemptrice, la mission du pouvoir législatif est de transformer les opinions du Peuple souverain en décisions politiques et en lois. Par conséquent, il est d'importance capitale que la collecte, le traitement et l'interprétation des opinions populaires sous toutes leurs formes soit une mission centrale du législatif de tout système qui se réclame de la démocratie, afin que l'exercice effectif de la Souveraineté du Peuple soit une réalité.

Il a été démontré dans les pays développés, que les organisations privées de

sondage, en charge d'assurer une mission plus ou moins similaire, ne sont généralement pas dignes de crédibilité, parce qu'elles évitent difficilement d'être partisans, dans un système où la démocratie n'est appréhendée qu'à travers la manifestation des conflits d'intérêts partisans. C'est pourquoi, il faut créer la Haute Autorité des Consultations Populaires (Hacp), qui sera donc une institution spécialisée, indépendante de l'Etat et des intérêts privés ou partisans, qui aura pour missions de recueillir, de traiter, d'interpréter et de publier les opinions du Peuple sur tous les sujets de la vie du pays. Les résultats des travaux de la Hacp peuvent être utilisés soit par le pouvoir législatif dans le cadre de sa mission de confection des lois, soit par le pouvoir exécutif pour la prise des décisions d'urgence sous forme de décrets, soit par le pouvoir judiciaire dans ses arrêts, soit par la presse dans ses articles ayant pour objet de clarifier de tels résultats ou de susciter de nouveaux débats. La Haute Autorité des

**C**onsultations Populaires (Hacp), qui remplit ces fonctions, doit donc rester totalement indépendante de tout autre pouvoir de souveraineté, notamment des pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire et communicationnel.

Pour que l'expression populaire devienne véritablement une école de la citoyenneté, un principe essentiel doit être respecté : les droits des minorités ne sont pas opposables aux droits de la majorité. Il est donc fait obligation à tous les acteurs de respecter les principes de l'égalité et du droit à la différence dans le but d'édifier un destin commun. En retour les acteurs bénéficient des mêmes droits et devoirs tels que parler sa langue, pratiquer sa religion et sa culture, jouir de sa nationalité, etc. Dans nos sociétés/communautés traditionnelles, l'un des fondamentaux de la gouvernance est la "faillibilité des majorités". En la réhabilitant, la majorité comme la minorité sont gagnantes aux sorties des urnes. C'est substituer le "principe gagnant-gagnant" au principe "gagnant-perdant" ou même du "perdant-perdant". C'est également l'instauration d'une démocratie véritablement participative avec l'idée que le pouvoir doit être partagé proportionnellement au rapport des forces en présence, établi par les urnes.

Il n'est évidemment pas question de s'opposer à une majorité sortie des urnes, mais de bien différencier le pouvoir de gouverner du pouvoir de contrôler la gestion gouvernementale. Il est clair et établi que la majorité exerce le pouvoir de gouverner et l'opposition parlementaire exerce le pouvoir de contrôler la gestion gouvernementale dans le cas où le "consensus intégral" ne serait pas respecté par les acteurs politiques. La pluralité des opinions est par conséquent une occasion inestimable pour les hommes politiques et les représentants du peuple de développer l'art politique. Elle mettrait en elle-même un terme à l'affairisme politique qui, faute pour les politiciens contemporains de pouvoir recueillir et retravailler convenablement l'opinion populaire, excelle dans la capitalisation des angoisses et des rumeurs pour ensuite se livrer à la vente des illusions aux populations afin de se ménager une place dans l'"oligarchie" dominante en accumulant influence, renommée et fortunes.

Vous avez une opinion à exprimer, une analyse à faire et à partager. Vous militez pour une cause juste et pour une expression citoyenne. Cette page vous est réservée. Vos opinions vous engagent.

## ENCOURAGER L'EXPERTISE CITOYENNE

Des choix cruciaux (génétique, technologies, énergies, etc...) sont souvent effectués sur les conseils des experts "objectifs", sans consultation des populations, y compris les premières concernées. Ainsi grandit le décalage entre les aspirations populaires et les options gouvernementales, influencées par les lobbies économiques. Pourtant, des expériences de démocratie participative révèlent qu'une "expertise citoyenne" est possible.

Aristote disait que "la volonté du plus grand nombre a force de loi". Et pourtant les gouvernants se gardent bien de proposer au choix majoritaire des options importantes quand ils sont face à des résultats inacceptables pour la morale ou pour les lobbies économiques. Des exemples foisonnent en Afrique relatifs à des expérimentations faites pour des médicaments contre certaines pandémies telles que le Sida, le paludisme, la tuberculose, etc. A l'exemple des cobayes humains qui ont subi des traitements sans que les initiateurs des tests ne soient contredits par les citoyens. Le cas des quatre cent femmes cobayes de Douala (Cameroun) pour tester des médicaments anti-Sida, est là pour appuyer nos propos et susciter l'intérêt pour la participation citoyenne.

L'action politique ne se limite pas qu'à ses jeux politiques quotidiens. Car, comme l'explique José Saramago, l'argumentation moyenne de l'instruction ne suffit pas à produire une conscience humaniste, les élus subissent les pressions du marché, mais, le plus souvent, sans disposer des conséquences nécessaires pour y faire face lorsqu'il s'agit de décider de la diffusion de nouvelles technologies, de simples citoyens, souvent dans des mouvements associatifs, sont mieux informés (Penseurs de "l'idéologie de l'expertise et des compétences") que les responsables politiques.

Des formes différentes de pratiques sont alors nécessaires pour remédier à ces carences. C'est pourquoi, au niveau régional, il est question de mettre en place des Comités locaux d'information et/ou de consultation. L'expression des besoins collectifs des citoyens d'une région peut se concrétiser par des enquêtes publiques menées par ces comités. Les opinions émises par ces espaces citoyens doivent servir à l'élaboration des politiques publiques. Pour certaines délibérations, souvent en rapport avec de nouvelles technologies (Plantes Génétiquement Modifiées -Pgm-, procréation assistée, choix énergétiques, etc...), qui nécessitent des jugements des hommes et des femmes préalablement formés, la Démocratie Participative ne peut pas impliquer l'ensemble des citoyens.

Pour remédier à cette situation, il faut mettre en place des "Conférences de Citoyens" et "Conférences de Consensus". La procédure de la "Conférence de Citoyens", une des formes de la "Démocratie dialogique" ayant pour but d'obtenir un avis censé être celui de l'ensemble de la population si l'on pouvait préalablement lui donner les moyens d'un jugement éclairé, instruire un dossier technique, mettre le panel de citoyens en condition de comprendre, d'échanger et d'agir en toute responsabilité.

La survie de la Démocratie participative dépend surtout de la consolidation des libertés publiques pour être mieux soutenue. (A suivre)

GUERANDI MBARA GOULONGO

Doctorat en science politique et spécialisé en géopolitique et géostratégie. Professeur des relations internationales et consultant international

**Germinal** La voix de la vérité  
INDUSTRIE SANS FRAUDE DE CONFESSION, PRESSER POUR VOUS LA CHAIR

**Siège : Mendong-Yaoundé**

B.P. 13 525 Yaoundé

e-mail: germinal.hebdo@yahoo.fr

**Directeur de la Publication**

**Rédacteur en chef**

Jean Bosco TALLA

Cell. 77 31 48 98

e-mail : jbtalla2001@yahoo.fr

**Rédacteur en chef adjoint**

Duke ATANGANA ETOTOGO

**Secrétaire de rédaction**

Simon Patrice DJOMO

**Rédaction Générale**

Jean-Bosco TALLA

Duke ATANGANA ETOTOGO

Simon-Patrice DJOMO

Jean-Pierre HACHDA

Jean Christian AKAM

Paul EKOUNBA

Yves MINTOOGUE

Serge-Alain KABASSINÉ

Joseph FUMTIM

David KOFFI

Etienne LANTIER

Yvan EYANGO

Yvanna Claire Owona

MAHEU

**Secrétariat Technique**

SAMORY

**Production**

Théodore TCHOMB

**Relations Publiques**

Emma BATA

**Impression**

MACACOS

**Distribution**

MESSAPRESSE

SAMORY

**SARL**

## Les barbares

Par Jean-Bosco Talla

Les observateurs aimeraient que les faits et les événements soient en contradiction avec leurs analyses et leur donnent tort. De nos jours, beaucoup parmi eux n'éprouvent aucun plaisir d'avoir écrit et affirmé que depuis l'échec de la tentative du putsch de 1984, Paul Biya s'est installé dans la stratégie de jouissance privée du pouvoir et d'insouciance par rapport aux questions d'avenir. Le président de la République confesse lui-même son échec et son impuissance lorsque, parlant des raisons de l'immigration massive des jeunes vers les pays occidentaux, il cite le chômage et le manque d'avenir. D'ailleurs, les gens raisonnables ont toujours essayé d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur cette absence d'avenir, sur l'aggravation de la corruption au Cameroun et sur la vénalité de ce régime. Ce qui est dangereux et inquiétant, c'est que, malgré les incantations sur la volonté proclamée du gouvernement de traquer les bandits à col blanc, les déclarations d'intentions, l'arrestation et la condamnation de quelques boucs émissaires convaincus de détournement de deniers publics, malgré l'existence des structures gouvernementales, des lois et règlements, cette corruption et cette vénalité sont allées de pair avec une participation active et croissante des élites au pouvoir dans les activités criminelles, principalement le grand banditisme.

Certes les discours sur la lutte acharnée contre le grand banditisme ont toujours fait florès. Des actions d'éclats ont même souvent impressionné. Mais, il n'est pas raisonnable de parler de grand banditisme dans l'abstrait. La police et l'armée sont devenues des institutions productrices du banditisme et de la délinquance au Cameroun. Sous ce régime les risques de mourir de la main de l'État sont grands. Ils n'ont jamais été aussi grands que sous les différents gouvernements successifs.

Depuis 1990, le nombre de victimes de la répression étatique dépasse des milliers. A ces milliers s'ajoutent les morts de la tentative manquée de coup d'État de 1984, la centaine de morts des émeutes de février dernier, les massacres dans la

partie septentrionale du pays, dans la zone anglophone et ces morts anonymes qui n'ont pu se soigner faute de médicaments et de moyens de survie. Rien d'étonnant face à un système qui a choisi la violence même symbolique comme mode de gestion des affaires de la nation.

N'est-ce pas un truisme lorsqu'on affirme que la paupérisation, l'injustice et la misère engendrent l'insécurité et la violence ? Au Cameroun, avons-nous affirmé en d'autres temps et d'autres lieux, la culture de la violence fait des ravages. Cependant, il y a plus grave. La violence, corollaire de l'aveuglement, de la politique de l'autruche et du mensonge éhonté, est autant infligée aux vivants qu'aux morts. Pendant longtemps, toute honte bue, nous avons enseveli dans les entrailles de la censure les figures emblématiques de notre histoire que sont Um Nyobè, Moumié, Ernest Ouandié, Abel Kinguè et autres Ossendé Afana. Plus récemment encore, Paul Biya, dauphin constitutionnel d'Amadou Ahidjo dont le nom est visiblement tabou dans sa bouche, n'a-t-il pas, après plusieurs hésitations, déclaré que la question du rapatriement de la dépouille de son illustre prédécesseur était de la compétence de sa famille ?

Comment s'étonner du comportement de Samuel Eto'o Fils, cet illustre footballeur qui, malgré sa renommée internationale et sa stature de mascotte de la Coupe du monde de football qu'organise l'Afrique du Sud en 2010, a fracassé devant les caméras la mâchoire de notre confrère Philippe Bonney, journaliste à la Radio Tiemeni Siantou (Rts) ? Eto'o fils est un pur produit de ce système politique barbare qui nous tient captif de notre instinct de conservation et qui a fait prévaloir l'avoir sur l'être, avec l'argent comme clé de la considération. Le drame de Samuel Eto'o fils c'est qu'il ne sait pas que l'histoire est tragique.

En tout cas, ce qui nous est propre, c'est qu'en réalité, nous sommes redevenus une contrée de barbares. Pourtant, nous avons cru, peut-être à tort, que c'était autrefois que nous avons vécu dans la barbarie.



Instantané

Salle des actes, lycée d'Evodoula



Maison de la culture d'Okola

PAUL BIYA

## Vivre les vacances

Le chef de l'État camerounais est en Europe, pour un énième séjour privé.

Le président Paul Biya a quitté Yaoundé, le 28 mai dernier, "pour un court séjour privé en Europe" selon le communiqué du cabinet civil de la présidence de la République. Les Camerounais ne sauront pas plus sur ce déplacement du chef de l'État à l'étranger. Malgré le caractère privé du voyage, Paul Biya a eu droit aux honneurs. Les Camerounais savent que le chef de l'État camerounais est un habitué de l'Intercontinental de Genève pendant tous ses multiples séjours dans la capitale helvétique. C'est un établissement hôtelier où on se vante d'avoir un personnel qui parle huit langues dont l'arabe, le chinois, l'anglais, le français, le portugais, l'allemand, l'italien et l'espagnol. L'hôtel Intercontinental de Genève compte plus de 300 chambres et une centaine de suites. Il offre une vue imprenable sur le célèbre Lac Lemman. L'Intercontinental est le lieu de refuge de la plupart des sommités du monde de passage dans la capitale suisse pour leurs vacances ou pour les travaux de l'une des multiples organisations spécialisées du système des Nations Unies qui ont leurs sièges dans cette capitale.

Dans un livre, Herbert Schott qui a été le directeur de cet établissement hôtelier jusqu'en 2002 après y avoir passé 35 ans, raconte des dizaines

d'anecdotes de ses clients les plus célèbres. A la question de savoir quel est celui des 157 chefs d'État ayant séjourné et qui "l'a le plus marqué", il répond "l'actuel président du Cameroun Paul Biya". On apprend d'ailleurs d'une confiance faite au cours d'une rencontre fortuite avec l'ancien directeur que Paul Biya apprécie la capitale helvétique qui "est un petit paradis pour lui, qu'il peut y travailler sans être sans cesse dérangé". On comprend donc mieux maintenant les raisons des séjours prolongés du chef de l'État camerounais qui semble ainsi préférer le calme de la Suisse à "l'ambiance bruyante" du palais de l'Unité à Yaoundé. Et Herbert Schott de conclure en ce qui concerne le chef de l'État camerounais "Paul Biya est un sacré personnage".

### NATIONALITÉ

Un président atypique qui a ses bureaux dans son village natal et ses appartements privés à l'étranger. Le 16 février 1995, le journal *Libération* constate qu'en dix ans, Paul Biya aura effectué 27 voyages officiels à l'étranger auxquels s'ajoutent d'incessantes visites privées en Europe, en Amérique ou en Asie. Certains accompagnateurs du chef de l'État du Cameroun se plaignent ainsi de ne plus avoir de vie familiale, entre les week-ends au village et les semaines



Chantal et Paul: n<sup>ème</sup> voyage en Europe

de villégiature en Europe. Le journal *Libération* dresse le portrait de ce "président fainéant", qui cultive les vacances au village ou à l'étranger, comme système de gouvernement, dans un pays où l'administration est paralysée. Les Camerounais devraient tout au moins savoir combien coûte un déplacement du couple présidentiel et surtout qui paye la note.

En juillet 2004, *Afrique Échos*, un magazine international affirme que "Paul Biya a dépensé 650 millions de FCfa à Londres en 48 heures". Le Chef de l'État camerounais se trouvait, en Grande Bretagne sur invitation de la Reine d'Angleterre. Le

président du Cameroun a requis 33 chambres supplémentaires dans un grand hôtel londonien. Le pays hôte avait réservé une dizaine de chambres. Personne n'ose imaginer le coût et le mode de financement de ces nombreux séjours privés du chef de l'État en Europe. Avec l'inscription de Junior et Brenda Biya, dans les établissements scolaires suisses, nul doute que Paul Biya finira par acquérir la nationalité de ce pays. Selon les lois suisses (paradis fiscal), il a l'obligation de séjourner en Suisse au moins 6 mois et 01 jour dans l'année sinon sa fortune en pâtira.

DUKE ATANGANA ETOTOGO

### L'ESSENTIEL ET LE SUPERFÉTATOIRE

Paul Biya est décidément imprévisible. Alors que tous les Camerounais pensaient que les dossiers de l'opération Épervier étaient sa seule priorité aujourd'hui, Paul Biya choisit d'aller se reposer en Europe. Avant cela, ses affidés avaient pris le soin de faire circuler l'information sur l'imminence d'un remaniement ministériel. Rien de cela ne s'est passé. Y a-t-il quelque chose de plus sérieux que ces "courts séjours privés" que Paul Biya s'impose à intervalle régulier en Europe. On savait que Paul Biya ne s'est jamais départi de son complexe de colonisé mais personne n'osait imaginer que le président du Cameroun se défausse devant ses responsabilités. C'est sans surprise qu'on constate que pendant la première décennie de sa magistrature suprême, il a effectué six visites officielles en France soit la moitié des douze sorties effectuées dans le continent européen. La deuxième moitié du séjour de Paul Biya au palais d'Etoudi est marquée du sceau des "courtes visites privées." Comment peut-on se permettre dans une néo-monarchie où le pouvoir est personnel d'être absent ? Paul Biya le sait mieux que quiconque : son néo-monarchisme est tempéré par le capharnaüm, rééquilibré en fait, démocratisé par la pétaudière. Un peu comme on le disait jadis de l'Égypte de Nasser : le socialisme humanisé par le bakchich. Le roi décide de tout mais rien ne marche. Le roi veut tout contrôler mais tout finit par lui échapper. Le roi impose toutes les décisions mais il ne finit que par gérer les indécisions. Le roi se veut guide suprême mais son gouvernement se transforme en basse-cour. Le roi se prend pour Louis XIV mais s'avère être Louis XVI. Aujourd'hui ses expéditions sifflent sur le passage de son chemin de croix et certains de ses ex-courtisans en viennent à rêver à son ascension du Golgotha. Cette affaire va vraiment mal se terminer.

D.A.E

## Sous les paillettes de la République

Même en vacances, le président affiche la couleur sur le style de pouvoir qu'il veut incarner.

À l'indépendance de la République française, le président français Nicolas Sarkozy créé la polémique. Le chef de l'exécutif français part se détendre quelques jours à bord du yacht du milliardaire Vincent Bolloré. Les Français apprécient peu. Les vacances de Sarkozy continueront à défrayer la chronique. Il se rend, pendant l'été 2007, dans une luxueuse villa aux États-Unis, résidence louée par des amis. En décembre 2007, pour les fêtes de fin d'année en Égypte, Nicolas Sarkozy se déplace de nouveau à bord d'un avion Falcon de Bolloré. Le séjour privé dans un palace luxueux prend les allures de vacances de jet-setter ou de stars de Hollywood. Pour ce voyage, Sarkozy emporte avec lui son cadeau de Noël, l'ex modèle et mannequin Carla Bruni.

Les vacances de l'ex-Premier ministre Tony Blair en Angleterre ont aussi souvent fait la une des journaux. L'ancien Pm britannique passait ses vacances dans les résidences de ses amis milliardaires du show-biz, sur des îles, ou aux Usa comme à Miami en décembre

2006 dans la maison de Robin Gibb, l'un des membres des Bee Gees. En décembre 2004, le Premier ministre Blair met plus de 3 jours à réagir au tsunami en Asie du Sud-est parce qu'il passe ses vacances dans la station balnéaire huppée de Charm el-Cheikh, en Égypte. En août 2006, les vacances de Tony Blair font également polémiques. Des paparazzis photographient Blair en Tee-shirt sur un yacht de milliardaire alors que la Grande-Bretagne est en alerte terroriste maximale. Ces photos vont choquer l'opinion. Le successeur de Tony Blair, Gordon Brown, a pris en compte les critiques faites à son prédécesseur. Depuis son arrivée au 10 Downing Street, Gordon Brown a tout fait pour se démarquer. Il passe ses vacances dans les stations balnéaires du Sud de l'Angleterre ou dans son fief écossais.

### VÉLO

En Italie aussi, les vacances du président du Conseil, le milliardaire Silvio Berlusconi ont soulevé défrayé la chronique. C'est le chef de l'État Silvio Berlusconi qui

lance la mode des vacances luxueuses de chef d'État. Il prend l'habitude de passer ses vacances et d'organiser de grandes fêtes dans sa propriété de Sardaigne où il invite ses homologues étrangers. Mais les vacances de luxe de Silvio Berlusconi sont acceptables pour l'opinion publique. Il est lui-même milliardaire et ne se fait pas payer ses vacances par un homme d'affaires fortuné ou par les caisses de l'État. Berlusconi se déplace et voyage à bord de sa flotte privée d'avions et d'hélicoptères. Le président américain Georges W. Bush est lui aussi très riche. Comme la plupart des présidents américains, il ne passe pas ses vacances à l'étranger et séjourne aux États-Unis, la plupart du temps dans sa résidence familiale ou dans les résidences secondaires présidentielles, comme à Camp David. Durant son mandat, le président Us George Bush a souvent passé ses vacances dans son ranch au Texas. La presse américaine et l'opinion publique seraient très critiques si le président affichait un déploiement de luxe indécrot et se montrait à la botte de businessmen milliardaires.

Alors que Gerhard Schröder l'ancien chancelier allemand ne refusait pas les invitations d'amis riches, son successeur Angela Merkel est beaucoup plus simple. Madame la chef du gouvernement allemand paye elle-même ses vacances et l'État prend uniquement en charge la rémunération de son staff d'accompagnement composé de trois personnes. Certains chefs de gouvernement et présidents préfèrent louer avec leurs deniers personnels leurs résidences de vacances. Les Premiers ministres belges prennent souvent leurs congés dans des villas louées par eux-mêmes sur la Côte d'Azur ou en Italie. En Italie, l'ancien président du conseil Romano Prodi tranche avec son prédécesseur et successeur Berlusconi. Il passe généralement quelques jours de vacances dans une station balnéaire de Toscane. La presse assiste habituellement au chargement de la Fiat du président devant son domicile. Chaque année, l'image fait sensation à la Une des journaux : Romano Prodi est au volant de sa voiture avec vélo sur le toit.

D.A.E

CAMEROUN

## Le retour du maquis

Partir, le cœur des Camerounais en partance pour l'extérieur ne bruissait pas de générosité emphatique à la manière du poète martiniquais Aimé Césaire. Sur la pointe des pieds en rasant les murs, plusieurs catégories de Camerounais ont pu traverser les frontières. Tournant le dos aux contraintes d'un régime qui a pourtant suscité beaucoup d'espoir dès son avènement. Malheureusement, la rigueur, la moralisation, l'ouverture démocratique et ses exigences sont restées couchées, sur les pages de "Pour le libéralisme communautaire". Au point où vivre au Cameroun s'est révélé quasiment dangereux pour bon nombre de Camerounais. Jean Marc Ela n'en pouvait plus. Lui qui a consacré sa vie entre l'encadrement des étudiants de l'Université de Yaoundé et celui des fidèles catholiques. Comme lui, beaucoup d'exilés n'avaient pourtant aucune ambition présidentielle. Pour autant, ce prêtre catholique a eu à ses trousses des tueurs à gages au lendemain de l'assassinat du regretté intellectuel et prêtre Engelbert Mveng à Yaoundé. D'autres crimes non élucidés ont été commis au Cameroun sous le règne "démocratique" de Paul Biya. Mais, il est de coutume qu'un black-out couvre tous ces crimes de Camerounais. Comme en témoigne l'assassinat à Yaoundé, du pauvre étudiant Djomo Pokam au Hilton Hôtel en pleine journée, son corps taillé et balancé d'un étage. Aucune autorité n'a cru important de rendre quelques comptes aux Camerounais sur ce sujet. Juste des indiscrétions persistantes, pointant un doigt accusateur, sur les proches du président de la République. Toute chose de nature à maintenir l'opinion dans la prison de la rumeur. L'aboutissement logique n'est autre que le maintien des masses au stade des sujets manipulables et corvéables. Dans ce contexte, Paul Biya ne magnifie que les prouesses des sportifs et des musiciens. Les Lions indomptables ou le baobab Manu Dibango méritent certes des égards. Mais, il y a aussi nos chercheurs qui font de brillantes découvertes maintenues sous le boisseau. Que dire de nos étudiants, des élèves ? Notre intention n'est pas de jeter la pierre sur ces masses d'exilés qu'on ne saurait accuser d'antipatriotisme. Germinal voudrait sans à priori, saisir et rendre compte des situations contraignantes, source de la saignée des cerveaux camerounais qui essaient d'échapper au nivellement par le bas ambiant, en s'exilant.



Brice Hortefaux et Paul Biya: je t'aime, moi non plus

## Biya, le Cameroun et l'immigration

Selon Paul Biya les raisons de la fuite des cerveaux sont : le chômage, le manque d'avenir, le découragement... Ces exilés sont comme des rats qui quittent le navire avant qu'il ne soit trop tard.

Le phénomène de fuite des cerveaux au Cameroun ne semble pas émouvoir les lieutenants du régime Biya. La tendance à l'exil s'est accentuée pendant les années de brisures au Cameroun. En fait, il y a comme une chasse aux sorcières minutieusement organisée contre la classe intellectuelle. L'avènement de la démocratie coïncide avec les baisses de salaires et la dévaluation du franc Cfa. D'autres pays du pré carré ont fait feu de tout bois pour garantir un minimum acceptable à leur citoyen. Mais Biya et ses éminences grises avaient eu une autre réflexion. Maintenir les intellectuels, notamment les universitaires dans la misère matérielle. Ventre affamé n'a point d'oreilles. Ce qui a eu pour conséquence de porter un coup à la recherche. Ambroise Kom, soutiendra que le salaire d'un universitaire camerounais lui permet juste de réduire son travail au niveau de cours d'un instituteur qui suit un programme tracé sans efforts particuliers à faire en termes de recherches. A la vérité, indiquent aujourd'hui quelques indiscrétions, l'objectif était de fragiliser la classe intellectuelle afin qu'elle ne s'implique pas dans les combats politiques.

Face à ce drame, les universitaires camerounais ont eu plusieurs attitudes. Ceux qui dispensaient déjà des cours à l'extérieur n'ont pas hésité à s'exiler, notamment en Afrique du Sud, au Canada et Etats-

Unis d'Amérique. D'autres sont restés au pays, mais n'ont pas pu faire face aux méthodes d'enrôlement sinueux et progressif du système Biya que décrivait l'écrivain Mongo Beti. En fait, le contexte clochardise l'universitaire qui est approché par le système ou qui remue ciel et terre à cet effet. D'où l'émergence au Cameroun d'une horde d'universitaires appâtés par les polémistes ont baptisé "intellectuels organiques". Ils sont en fait bouffés par le système et fournissent des efforts pour être cooptés dans les nombreuses loges sectaires tenues par Paul Biya et ses collaborateurs. Le retour d'ascenseur prend parfois du temps. Mais le système finit par récompenser quelques uns : attachés à la présidence ou chargés de mission, ministres... A la veille de la dernière présidentielle, plus de 200 "intellectuels organiques" au nombre desquels des professeurs, comme le recteur Bruno Bekolo Ebè, ont manipulé et obtenu des enseignants affamés et assoiffés qu'ils signent le fameux Appel des intellectuels camerounais pour une candidature de trop ou de plus, de Paul Biya. Un certain Fame Ndongo manipulait dans l'ombre. Même le théoricien des manipulations politiques comme Luc Sindjoun n'a pas échappé. Cet universitaire émérite n'avait pas hésité, pour montrer patte blanche et continuer à bénéficier des avantages de la mangeoire, à faire une mise au

point après la publication dans les Cahiers de Mutations n°048 d'un extrait de son texte, alors que la rédaction de ce mensuel avait pris soin d'indiquer les sources de cet extrait. Le brillant analyste politique Laurent Mbassi, se montrera complaisant en comprenant la position de ces "gouffeurs d'avenir" sans les condamner dans une émission interactive à Radio France internationale (Rfi). Au finish le politique à vassaliser le scientifique. A l'heure des résultats, Narcisse Mouelle Kombi qui mobilisait à Douala est nommé à l'Institut des relations internationales (Iric), d'autres comme Magloire Séraphin Fouda retrouveront Luc Sindjoun comme conseiller technique à la présidence. Aujourd'hui ces promus renient leurs écrits. Il ne fait pas bon de publier un texte de Maurice Kamto ou de Luc Sindjoun. On n'entend plus parler de leurs publications.

### MUSCLES

Ce qui fait sourire, une poignée d'universitaires qui ont refusé de tremper leur plume dans l'actualité impure du Cameroun. Pour avoir refusé et dénoncer le fameux appel des intellectuels, certains comme Alain Didier Olinga, universitaire devant l'éternel, aura tous les problèmes du monde pour le passage de grades davantage politisé, surtout depuis la nomination de Fame Ndongo au Minesup. Des situations de frustrations similaires ont

gagné l'administration camerounaise et même le secteur privé. Et beaucoup finissent par céder à toutes les tentations y compris l'usage des sectes et de l'homosexualité comme ascenseur social. Alors que d'autres jettent l'éponge en s'exilant pour avoir un peu de paix.

A propos de l'immigration des Camerounais, Paul Biya semble avoir une parfaite connaissance des causes : "C'est un sujet difficile. Mais je crois que nous sommes d'accord sur l'essentiel. Comme vous, je pense qu'il n'est pas bon que nos jeunes partent à l'aventure dans des conditions qui ne peuvent mener qu'à l'échec. Il faut décourager ces tentatives. Nous en connaissons les raisons : le chômage, le manque d'avenir, le découragement qui finissent par l'emporter sur l'attachement au pays natal et à la sécurité de l'entourage familial." Il n'est donc pas surprenant que des étudiants camerounais ne songent qu'à partir. Il s'agit ici, comme les sportifs et autres jeunes camerounais d'échapper à la misère ambiante. Car sur place, les conditions d'épanouissement sont inexistantes. Paul Biya en parlant de la jeunesse, se réfère davantage aux sportifs. Seuls les muscles suffisent. Alors que les chercheurs camerounais, des écrivains, des étudiants, élèves, méritent bien d'égards. Sinon davantage.

YVAN EYANGO

LE BANQUET  
DU DIABLE

Robert Messi Messi vit désormais au Canada loin de son Cameroun natal, après avoir été le banquier du couple présidentiel. L'idylle a tourné court.

Dans sa livraison n°155 de mai 1992, le journal Jeune Afrique Economie livre au public une interview exclusive de Robert Messi Messi. L'ancien directeur de la Société camerounaise de banque (Scb) raconte, comme dans un polar de mauvais goût, les tribulations qu'il a vécues à la tête de la première banque du Cameroun, de 1983 à 1988. Les déclarations de Messi Messi mettent directement en cause les responsabilités du chef de l'Etat et de son épouse Jeanne Irène Biya, dans plusieurs opérations de détournements de fonds publics à des fins personnelles. Accusé de détournements de fonds publics, Messi Messi trouvait déjà le secret trop lourd à porter. En septembre 1989, quand il choisit la voie de l'exil, il pensait s'être éloigné du landerneau politique camerounais.

A peine sorti du triangle national, un rumeur persistante se répand dans tout le pays. Sous les chaumières, il se dit que Robert Messi Messi aurait financé des opérations pour le compte de Mme Biya qui l'aurait contraint à quitter le pays. Comme si cela ne suffisait pas, une autre rumeur l'accuse de vouloir déstabiliser le régime de l'extérieur par la publication de documents compromettants sur le couple présidentiel. La goutte d'eau qui fait déborder le vase c'est lorsque Robert Messi Messi se voit refuser le renouvellement de son passeport par l'ambassadeur du Cameroun à Ottawa. L'ancien banquier sent l'étau se resserrer autour de lui. Il essaie en vain de solliciter l'intervention du président de la République. Paul Biya a décidé de faire de lui un bouc émissaire. Messi Messi ne voudrait pas être un agneau du sacrifice. Il ne se sent pas une vocation de martyr et se met à table. Dans Jeune Afrique Economie, Robert Messi Messi apporte des pièces pour sa défense. Paul Biya en reçoit pour son chéquier. D.A.E.

## Le pire cauchemar

De son vrai nom Guerandi Mbara Goulongo, il est un épouvantail pour le pouvoir en place à Yaoundé.

Son nom a été récemment évoqué dans la vraie-fausse tentative de coup d'Etat déjouée par certains spécialistes de la manipulation et de la désinformation. Son implication dans cette manœuvre est d'autant plus compréhensible que Guerandi Mbara traîne derrière lui un lourd passé ou passif. Qui ne se souvient pas de son implication dans la tentative avortée de coup d'Etat du 6 avril 1984 ? Fils d'officier de l'armée, né en 1954, 6 ans avant les indépendances, il découvre dès son jeune âge au gré des pérégrinations familiales dans les différentes régions où son père est affecté, la diversité du pays et les réalités sociales des populations. A la fin de ses études secondaires, en 1972, il est admis à l'Emia (Ecole Militaire Inter-Armes) de Yaoundé. Il en sort trois ans plus tard, sous-lieutenant dans la promotion "20 mai" qui comprend de jeunes officiers Africains, notamment du Burkina Faso (à l'époque Haute-Volta) avec lesquels il noue une solide et durable amitié.

Il est envoyé ensuite en Allemagne fédérale où, durant quatre ans, il suit dans une académie de la Bundeswehr, une formation d'officier supérieur d'artillerie. Au cours de

cette période d'apprentissage et de perfectionnement des connaissances militaires et des langues (anglais et allemand), il est à l'écoute de ce qui se passe dans son pays et suit attentivement les prémises de mécontentement de la population en raison du style dictatorial du régime Ahidjo.

De retour au pays en 1979, il est muté dans une unité d'artillerie à Dschang (Ouest du Cameroun) et découvre la profondeur de la crise. Il est sollicité pour mener avec succès un stage destiné aux commandants d'unités à l'Emia. Il sera sélectionné pour faire partie des cadres de l'Emia pour la formation et le perfectionnement des officiers, celle des étudiants des universités et des grandes écoles en fin de formation. Ce qui lui permet de faire la connaissance des hauts responsables de l'Administration camerounaise.

## FORMATION

Avec un groupe d'officiers, il crée au sein de certaines unités de l'armée, des cellules clandestines de réflexion qui jouent un rôle actif dans le soulèvement du 06 avril 1984 contre le régime Biya qui est un pilier du système Ahidjo. L'entreprise est un



Guerandi Mbara: la terreur du régime Biya

échec. Après cet insuccès, le pouvoir en place se lance aux trousses des mutins. Guerandi réussit à passer plus de deux mois à Yaoundé. Seul survivant du groupe initiateur de cette tentative de renversement du régime, condamné à mort, il est l'objet pendant deux mois, d'une véritable chasse à l'homme. Il réussit, avec l'aide des amis, des camarades et certains citoyens, à se faufiler à travers le quadrillage policier et à quitter le Cameroun en juin 1984 pour un exil qui dure depuis vingt ans. Trois ans plus tard, Guerandi Mbara écrit, un livre ("*Cameroun : une armée sans défense*"). Un véritable pavé dans la marre. Accueilli au Burkina Faso, il contribue à la formation de

jeunes officiers dans l'Académie militaire nouvellement créée et se consacre à la rédaction de son livre. Il élargit son champ de vision grâce aux multiples et fructueux contacts avec des personnalités à travers le monde et des militants africains qui apprécient en lui l'homme calme, discret, fidèle en amitié et assoiffé de connaissances. Aussi n'hésite-t-il pas d'élargir son champ de connaissances. Guerandi Mbara décide de poursuivre des études dans le domaine des relations internationales et obtient plusieurs diplômes dont un doctorat en sciences politiques, en 1997 à l'université René Descartes à Paris V. J.-B. TALLA

## La politique en chaire

"*Founding Father*" du Sdf, Carlson Anyangwe est le président de la "République d'Ambazonie" (Southern Cameroon).

Le 25 novembre 2007, à Johannesburg en Afrique du Sud, à la faveur de la réunion de la Scnc, Carlson Anyangwe devient le président de la "République d'Ambazonie". Cet Etat couvre le territoire du Southern Cameroon, composé des provinces anglophones du Cameroun et dont la superficie est de 42.383 km<sup>2</sup>. L'ancien enseignant de l'université de Yaoundé prouvait là sa constance, dans les idées. En 2004, du 1er au 16 juin à Banjul en Gambie, Carlson Anyangwe, qui est par ailleurs avocat, plaide devant la Commission africaine des droits de l'homme. Cette dernière déclare recevable la requête en séparation du Scnc, soumise à son appréciation au cours de la 32e session ordinaire tenue du 5 au 9 mai 2003 à Niamey au Niger, sur le différend l'opposant à l'Etat du Cameroun et qui était articulée autour de ce que "la réunification de 1961 ne prévoyait pas

l'annexion d'un Etat par l'autre". Par voie de conséquence, les provinces du Nord-Ouest et du Sud-Ouest devaient retrouver leur autonomie. Le théoricien du droit reste égal à lui-même.

Depuis 1995 qu'il a quitté le Cameroun, il n'a pas abandonné ses activités d'universitaire et exerce comme enseignant de droit à l'université de Zambie à Lusaka où il s'intéresse un peu plus aux questions de droits de l'homme et de droit international. L'Afrique australe est son nouveau terrain d'expression. Dans un article du journal zimbabwéen Lusaka Times, publié le 17 juin 2007, il soutient qu' "il n'y a aucune raison pour les gouvernements d'avoir peur de la société civile car celle-ci joue maintenant le rôle que devrait jouer les partis politiques et les citoyens ordinaires". Ce qui sonne comme un aveu de l'échec des partis politiques venant de ce père fondateur du *Social Democratic Front* et qui reste

membre statutaire du National Executive Committee, l'organe dirigeant de ce parti né dans le sang un 26 mai 1990 à Bamenda. Ce jour-là Juliette Sikod, Fidelis Chosi, Nfon Edwin, Asonji Christopher, Evaristus Toje et Tifuh Mathias tombent sous les balles des forces de sécurité.

## CONSTITUTION

Carlson Anyangwe est membre de ce qui s'appelait le Study Group 89. Les travaux débutés en novembre 1989 vont déboucher sur la rédaction des statuts du Sdf par Nyoh Wakai, Carlson Anyangwe et Clement Ngwasiri. En dehors de ce dernier, les deux autres restent des idéologues du Southern Cameroon National Council (Scnc), tenant à demeurer fidèles aux fondements du Study Group 89 initié par Albert Mukong et qui entendait mettre sur pied des actions de plaidoyer pour que les provinces anglophones soient moins marginalisées.

C'est tout naturellement que Carlson Anyangwe prendra une part active à la All Anglophone Conference I et II tenues respectivement à Buea en 1993 et Bamenda en 1994, amenant même John Ngu Foncha et Solomon Tandeng Muna, deux artisans de la réunification et de l'Etat unitaire, à se dédire et à se faire les porte-voix de positions irrédentistes qui vont déboucher sur la naissance du Scnc.

Carlson Anyangwe va claquer la porte de la Commission de révision de la Constitution de 1972 placée sous la férule de Joseph Owona. Désigné membre de cette commission qui va accoucher la Constitution du 18 janvier 1996, "*professor Anyangwe*" va très rapidement se rendre compte que sa proposition pour le retour à un état fédéral avait peu de chances de prospérer au sein de cette instance. Il prendra du même coup les chemins de l'exil volontaire.

JUNIOR ETIENNE LANTIER

LE SANG DES  
PAUVRES

Combien de jeunes camerounais s'en vont-ils chaque année sur les chemins d'un exil clandestin ? Il est bien difficile de donner une réponse à cette question. Il manque en effet les données sur le phénomène migratoire. Entre janvier 2006 et juin 2006, selon l'Union européenne, 38.000 jeunes camerounais ont demandé à sortir. Il ne s'agit là que des enregistrements dans l'espace de l'Union européenne, c'est-à-dire dans 25 pays sur 191 dans le monde. La clandestinité des migrants est diversement appréciée : le premier mois, le migrant peut être régulier, parce qu'il a reçu un visa de trois mois. Après ce trimestre, on entre en clandestinité. Si on est en France, on se rend en Suisse où un mariage peut tout régulariser. On peut aussi aller en Espagne où on régularise massivement. Il suffit cependant d'une faute pour que tous les papiers autorisant le séjour soient rendus caducs et on revient au statut de clandestin. Cette complexité fait que même en Europe, on n'a pas d'évaluations sûres du nombre de clandestins. Le chemin de la migration clandestine passe aussi par la route : avec un peu d'argent, un jeune se rend au Nigeria, puis au Niger. De petits boulots, de faux passeports, permettent d'avancer jusque vers l'Algérie, la Mauritanie, le Maroc, etc. avant le passage sur de frères esquifs qui défilent la Méditerranée. 38.000 demandeurs de visas Schengen en 6 mois, permettent de mesurer l'attraction et d'estimer au moins les candidats au départ régulier et peut-être irrégulier. Selon l'Ong Cimad, qui s'occupe essentiellement des clandestins dans les camps de regroupement : entre 68 et 70% des migrants qu'on retrouve aux portes de l'Europe notamment sont au moins titulaires d'un baccalauréat. Et dans un reportage réalisé dans les forêts de Ceuta et Melilla, les îles espagnoles par lesquelles nombre de clandestins transitent, la télévision marocaine 2M a révélé qu'ils sont organisés en communautés. Parmi celles-ci, il y a des Camerounais qui comptent parmi les plus lettrés. On y a retrouvé deux professeurs de lycée. De même, l'immigration clandestine se féminise et se rajeunit davantage. 75% des jeunes qui empruntent des chemins de travers pour "partir" ont entre 20 et 35 ans. Pour parcourir 10.000km à pied, il faut avoir des forces. La profonde mutation qui fait que depuis 1985, au Cameroun, ce sont des diplômés de l'enseignement supérieur qui partent, doit être liée aux difficultés économiques, à la raréfaction des emplois. S.A.K.

## Une image brouillée

Plusieurs journalistes de la Cameroon Radio Television (Crtv) ont choisi de s'exiler

Il y a quelques jours, Alex Mimbang journaliste bien connu de la Crtv rejoignait la Capital Financial Holdings qui coordonne les activités des entités bancaires. A l'évidence, la Commercial Bank of Cameroon (Cbc) voulait combler le vide préjudiciable d'un déficit de communication dans un environnement où tous les coups sont permis, et, dans le même temps asseoir dans le paysage bancaire son aura en tant qu'institution panafricaine solide portée vers le développement des pays du continent à travers un soutien actif à l'initiative privée et notamment aux Petites et moyennes entreprises (Pme). Challenge important donc que celui-là. Pour le relever, Yves Michel Fotso est allé pêcher Alex Mimbang de la Crtv, un journaliste dont on a pu admirer le talent tout au long de la décennie passée dans les coulisses de ce média d'État. Pour la Crtv, il s'agit à l'évidence d'une nouvelle perte majeure. Déjà fragilisée par un taux d'audience chaque jour un peu plus en baisse du fait d'une antenne sans saveur et qui manque de piquant.

Depuis l'arrivée du successeur de Mendo Ze en Janvier 2005, plus d'une vingtaine de journalistes, technico artistiques et administratifs ont quitté l'entre-

prise. Parmi les plus connus, on retient les noms de Jean Lambert, Linus Pascal Fouda, Jessie Atogho Ekukole, Wamba Sop, Sylvain Mbiama, Anne Nsang, Kilo Bara, George Esunge, Marie Noel Nkambar épouse Niba et autres Gervais Mbarga, Henriette Medoung, Boniface Awana, Elisabeth Mongori, El hadj Bouba...

## PRESTIGE

Des départs pour diverses raisons. En tout cas Alex Mimbang explique qu'après douze ans de journalisme et des expériences diverses dans le métier, le temps était venu pour moi de faire autre chose. Et surtout de sortir d'un environnement de plus en plus stressant, pesant et je dirais même oppressant pour des gens qui ont une autre idée de ce que devrait être notre métier à travers ne serait-ce que la simple reconnaissance voire la promotion du mérite et des valeurs". Les mêmes raisons qui avaient déjà



poussé Jean Claude Ottou, Eric Chinje, Gerba Mallam, Jean Marie Watonsi, Marguerite Temgoua, Herbert Boh, Ben Berka Njovens, Ndaine Patricia Mengue, Didier Oti, Sam Dikoume, René Dieudonné Fouda... à aller voir ailleurs.

"Des regrets, pas vraiment, parce que je n'ai jamais envisagé de faire mes vieux os dans ce métier que je trouve particulièrement ingrat chez nous. Je m'étais donné quinze ans de journalisme, là j'arrête trois ans avant, mais après un parcours que je trouve tout de même riche, passionnant et presque complet puisqu'il m'a conduit des dédales de la couverture des 'chiens écrasés' aux lambris dorés du Palais de l'Unité et les privilèges des voyages présidentiels, en passant par les tensions de l'hémicycle de l'Assemblée Nationale et le prestige du Journal Télévisé. A vrai dire, très peu parmi nous peuvent rêver d'un tel cheminement, en si peu de temps surtout... J'ai juste un gros pincement de cœur de devoir ainsi changer de couloir et de décevoir ceux qui n'ont eu de cesse de croire en moi à l'instar de M. Charles Ndongo qui a grandement contribué à forger en moi une âme de Reporter et de présentateur et qui, forcément, souhaitait me voir aller plus loin. Hélas". Se console Alex Mimbang. Comme pour dire que l'atmosphère était viciée à la Crtv

YVANNA CLAIRE OWONA

## La voix de l'Amérique

Ndzana Seme est très vite indexé comme l'auteur de la rumeur sur le décès de Paul Biya en juin 2004, il attend toujours le procès annoncé.

Ndzana Seme anime depuis les États-Unis où il est désormais basé, un journal en ligne. Le directeur de publication du journal *The African Independent* n'a pas perdu sa verve contre le régime de Yaoundé. Le combat continue sous d'autres cieux. Après deux arrestations de trois mois chacune de 1994 et 1995, suivis des procès intentés contre lui par le président Paul Biya pour "Outrage au président de la République, Incitation à la révolte, et Défait de dépôt administratif" de l'édition du journal *Le Nouvel Indépendant*. Une deuxième plainte personnelle de feu Jean Fochivé est glissée au procès de 1995 au motif de diffamation. Fochivé retire sa plainte dès la première audience. Il se rend vite compte que les sources d'informations du journaliste sur ses détournements et magouilles sont policières.

L'accusation centrale du président Paul Biya est que Ndzana Seme l'avait traité d'"animal pensant" dans un éditorial du journal, *Le Nouvel Indépendant*, publié à la suite de son message à la nation en Juin 1995. Ndzana Seme sera acquitté par le premier juge, Luc Nyassa. Le ministre de la justice, Douala Moutome, interjettera appel non sans avoir menacé les magistrats et organisé un panel de trois juges fidèles à Paul

Biya. Le directeur de publication du journal *Le Nouvel indépendant* sera condamné à un an de prison ferme et à 100 millions de francs Cfa d'amende. Pendant trois mois, Ndzana Seme est obligé de se cacher à Yaoundé. Les éléments armés, en civil, rodent autour de son domicile. Après la publication de l'éditorial incriminé, il a reçu de multiples menaces de mort par téléphone. Il échappe à un attentat à côté de la rédaction. Il a été drogué dans un petit bar. Il n'aura la vie sauve que grâce à ses rédacteurs Mbanga Kack et Bachirou. Après les déconvenues avec Zebazé, qui a bloqué l'impression de la dernière édition du *Nouvel Indépendant*, en décembre 1995, Ndzana Seme prend la résolution de quitter le pays, sans argent, sans rien, en

compagnie de sa femme enceinte.

## ZONGO

D'abord ils descendent au Hcr de Lagos, au Nigeria, où ils passent trois mois dans le dénuement total. Ils réussissent à obtenir une aide du Nonce Apostolique de Lagos qui leur donne de l'argent pour les aider à voyager pour le Sénégal. Après toute une nuit et une journée de voyage de Lagos au Togo et au Bénin, ils décident de dormir à Ouagadougou afin de prendre les cars de Bamako le lendemain. Dans l'auberge où est descendu le couple se trouve une serveuse camerounaise, Marie Ngono. Cette compatriote met Ndzana Seme en liaison avec un journaliste camerounais à Ouagadougou. Celui-ci conduit

l'infortuné chez feu Norbert Zongo, alors directeur de *L'Indépendant* et Président de l'association des journalistes burkinabés.

Tom Sank, l'enfant du couple naît, sous financement des journalistes burkinabés qui avaient presque tous cotisé. "C'est également de Ouagadougou que Amnesty International, saisie par Senfo Tonkam et Winnie Fadimatou qui m'avaient découvert, réactive le dossier de réinstallation aux États-Unis que j'avais rempli à Lagos, alors que le Hcr Ouagadougou me demandait tout simplement de retourner à Lagos", raconte-t-il. Le 18 septembre 1998, le couple peut voyager pour les États-Unis, un mois avant l'assassinat de Norbert Zongo. En juin 2002, Ndzana Seme enregistre la société de presse de droit américain dénommée *The African Independent Inc*, dont la mission est la couverture du monde d'origine africaine des deux continents. En attendant sa vente dans les kiosques dans un avenir proche, *The African Independent* paraît électroniquement depuis février 2003. Ndzana Seme est membre de deux associations de journalistes et de gestionnaires noirs des États-Unis.

YVAN EYANGO

## A l'école des forces nouvelles

Parmi les héros identitaires anglophones qui surgissent dans l'arène politique à la faveur de la transition démocratique et du débat sur l'ordonnement constitutionnel se trouve Simon Munzu, universitaire, enseignant de droit et porte parole de la All Anglophone Conference I. Simon Munzu qui dirige la Southern Cameroon People's Convention (Sepe) est un ancien haut cadre du parti au pouvoir. Devant l'impasse de la question anglophone au Cameroun et les dangers que courent les leaders sécessionnistes, Simon Munzu est obligé de quitter le Cameroun. Il opte pour une carrière à l'international. Très vite, il est conseiller juridique principal au Bureau du Pnud à Kigali au Rwanda. Simon Munzu va par la suite s'illustrer à la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire. C'est le directeur de la division des Droits de l'homme de l'Onuci. Simon Munzu ne pense pas rentrer au Cameroun de sitôt. Les conditions ne sont pas apparemment réunies pour son retour au bercail.

## Les secrets d'un agent

Un agent qui change de camp, cela n'est pas toujours un bon signe. Pierre Ela s'est réfugié en Afrique de l'Ouest.

Lorsqu'il démissionne de la police en 2000, le commissaire principal Pierre Ela a été tour à tour commissaire aux renseignements généraux à Douala et chef de la division provinciale de la Police judiciaire du Littoral, à Douala. Commissaire de police en 1984, Pierre Ela a passé environ huit ans dans les services secrets camerounais (Dst et Rg). Le 6 avril 1984, alors qu'il est élève à l'École nationale supérieure de police, Pierre Ela est surpris par les coups de feu des putschistes. Il réside à l'immeuble des pères Dominicains, au quartier Elig Essono à Yaoundé. Finie la théorie reçue à l'École, il vient de découvrir dans la rue, ce que signifie "sécurité de l'État". Sorti trois mois plus tard de l'Ensp, Pierre Ela sera le seul élément de sa promotion à être maintenu dans les services secrets de la Délégation générale à la sûreté nationale.

Tour à tour chef du "Service Action" à la Direction de la surveillance du territoire, puis de service de recherches, de recouplement et évaluation, à la Direction des renseignements généraux (1985-1992). En février 1989, le commissaire Pierre Ela réussit à mettre en œuvre une opération de déstabilisation de la France au



Cameroun. Devant la complicité avérée de plusieurs responsables, des services de sécurité de l'État, le commissaire Pierre Ela adresse une correspondance particulière à la première dame Jeanne Irène Biya. Le courrier destiné au chef de l'État sera porté à l'épouse du chef de l'État, le 10 février 1989, par Isabelle Tockpanou. La réaction du président de la République sera prompt : il annule son voyage prévu ce même jour à Mvomeka'a. En mars 1989, le secrétaire d'Etat à la sécurité intérieure,

Denis Ekani et le directeur du Cener sont limogés. La Délégation générale à la sûreté nationale est créée.

### DÉPIT

Avec le retour au multipartisme, le commissaire Pierre Ela se retrouve au cœur de l'action. Il entretient des rapports privilégiés avec les forces des deux bords politiques. Pierre Ela commence même à développer une certaine proximité avec les leaders de l'opposition. C'est un observateur très attentif de la rencontre tripartite organisée en novembre 1991, à Yaoundé. Le commissaire Pierre Ela est même très proche de Samuel Eboua. Au premier trimestre 1998, Pierre Ela est reçu en audience par le Premier ministre, Peter Mafany Musongue. Il fait part au Pm des sollicitations, d'une partie des élites proche de Samuel Eboua, pour une réconciliation avec Paul Biya.

Le commissaire Ela démissionne de la police beaucoup plus par dépit. Il dédie les Dossiers noirs sur le Cameroun qu'il publie en 2002, au président Ahidjo. Pierre Ela peint un tableau sombre du pouvoir de Paul Biya animé par "l'esprit de jonglerie".

EBONGUÈ NGANDO

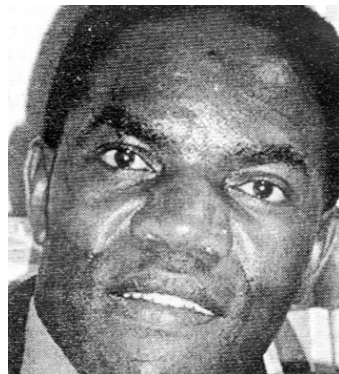
## Un trésor américain

Le docteur Ernest Simo est une référence dans le domaine des nouvelles technologies de l'information. Son génie n'a pas été reconnu dans son propre pays.

Si les bandits à col blanc qui ont réduit le Cameroun à la mendicité internationale étaient un peu clairvoyants, le développement du pays serait aujourd'hui passé à deux chiffres. Ils auraient pu exploiter judicieusement le génie du docteur Simo, un vaillant fils du Cameroun envié, admiré et adulé aux Etats-Unis. Sans s'en rendre compte, les réalisations du docteur Simo sont devenues indispensables pour notre bien-être.

Qui ignore aujourd'hui le Vsat (*Very Small Aperture Terminals*) ? Notre compatriote a "apporté une contribution décisive à sa mise en œuvre". C'est en effet, en 1984, que le docteur Simo installe le tout premier Vsat dans le monde, pour le compte de l'entreprise Federal Express à Memphis. Il travaille alors pour la société Hughes Network Systems dans l'Etat du Maryland aux Etats-Unis d'Amérique. Le génie de ce Camerounais n'a jamais été reconnu dans son propre pays.

C'est nanti d'une maîtrise en télécommunications obtenue en Angleterre que le



docteur Simo rentre au Cameroun en 1979. Il voudrait faire profiter son génie à son pays. Les dirigeants choisissent à l'époque "de le faire moisir dans un bureau du ministère des Ptt". Il est le chef de service des transmissions. Pour éviter l'oisiveté et entretenir son niveau, il dispense des cours à l'École des postes de Yaoundé. Dans la

foulée, il décide de quitter le Cameroun en 1980 et s'inscrit à l'université de Birmingham en Angleterre où il obtient un doctorat en génie électrique trois ans plus tard. Sa décision de partir du pays s'est avéré salutaire pour lui.

### CTPHONE

Après la réussite du projet Vsat, le docteur Simo envoie une proposition et recommande au Cameroun d'utiliser cette nouvelle Technologie pour l'amélioration du réseau national des Télécommunications. La recommandation n'aura pas d'écho favorable au Cameroun. La filiosité des autorités camerounaises à embrasser les nouvelles technologies ne va pas tiédir la créativité du docteur Simo. Son génie permettra le développement du Cdma (Code Division Multiple Access) "qui deviendra la technique de base des télécommunications aux États-Unis". Enseignant, le docteur Simo forme plusieurs étudiants américains, brésiliens, japonais et chinois à la maîtrise du Cdma.

Résultat paradoxal, les Chinois maîtrisent aujourd'hui la technique du Cdma, mise au point par un Camerounais. Ils ont même introduit cette technologie au Cameroun. En effet, le CTphone, un produit Camtel utilise le protocole du Cdma mis en œuvre par une entreprise chinoise ! Pour autant, le docteur Simo espère travailler un jour en Afrique. Aussi, souhaite-t-il se rapprocher des industriels africains désireux de se lancer dans le développement du continent en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

JUNIOR ETIENNE LANTIER

## LE MARTYR DE L'ARBITRAIRE

Après avoir utilisé la force et tenté d'instrumentaliser la justice, pour réduire l'Association pour la Défense des Droits des Étudiants du Cameroun (Addec) au silence, l'administration universitaire de Yaoundé I, a opté pour la ruse.

Les dirigeants de Yaoundé I, ont mis tout leur génie à contribution pour tailler des textes sur mesure. Objectif : mettre hors d'Etat de nuire, certains leaders étudiants considérés comme des empêcheurs de tourner en rond.

Résultat : Madame le recteur Njeuma a réussi là où la justice a trébuché.

Aujourd'hui les leaders charismatiques de l'Addec ont été subtilement exclus de l'université de Yaoundé I. La plupart sont inscrits à l'université catholique d'Afrique centrale de Yaoundé. C'est notamment le cas de Mouafo Djontu et de Linjuom Bowou.

Pour venir à bout de Mouafo, les autorités de la faculté de science ont porté à 12,50 la moyenne requise pour accéder au cycle de Dea. Une option qui a écarté d'emblée Mouafo, pourtant titulaire d'une maîtrise en chimie obtenue en 2005 avec 12,05 de moyenne.

Néanmoins l'Addec, malgré cette décapitation, ressemble dans son fonctionnement à une hydre.

La nouvelle équipe conduite par Rodrigue Batogna perpétue les idéaux de l'Addec avec la même hargne. La preuve : tous les étudiants arbitrairement arrêtés dans le cadre des derniers événements de février dernier ont été libérés. Sous la menace de l'Addec.

Une association qui s'est rendu célèbre par la grève qui paralysa les universités camerounaises en mars 2005... Ces étudiants revendiquaient les meilleures conditions d'étude et de vie.

E.N.

### Exil politique

L'exil politique consiste à devoir quitter son pays d'origine en raison de répression ou de risques de répressions exercées contre soi ou ses proches.

Les exilés qui proviennent en général de pays n'appliquant pas le pluralisme politique cherchent à fuir ce pays et se réfugient dans un pays disposé à les accueillir. Le pays d'accueil peut être un pays appliquant le pluralisme politique, mais il peut aussi être un autre pays autoritaire mais hostile au pays d'origine. Tous les opposants politiques n'ont pas pour objectif le pluralisme politique.

Souvent les opposants politiques organisent dans leur pays d'accueil la lutte pour le changement dans leur pays via des organisations de résistance ou de gouvernement en exil (comme la résistance tibétaine qui a organisé un gouvernement en exil en Inde). Certains pays limitent le droit des réfugiés politiques à exercer un travail de déstabilisation des gouvernements étrangers, cela est très dépendant des relations diplomatiques entre le pays d'accueil et le pays de départ.

Le droit d'asile est reconnu dans la plupart des démocraties, toutefois les réglementations en matière d'immigration ont souvent tendance à restreindre ce droit au profit d'une immigration servant les intérêts économiques des pays d'accueil, tel que le concept d'immigration choisie élaboré en France en 2006.

Des accords d'extradition sont parfois signés entre des démocraties et des dictatures, les exilés n'ont souvent qu'un faible nombre de pays d'accueil possible.



## Un prélat en exil

Jean Marc Ela a été obligé de quitter son pays. Sa sécurité était menacée.

Son image faisait partie du décor, du quartier Melen à Yaoundé ou des couloirs de la Faculté des lettres de l'Université (Flsh) de Yaoundé. Habillé d'un simple boubou, un sac de raphia tissé à l'épaule, il était toujours prompt et disponible à expliquer les subtilités des phénomènes sociaux. Depuis 1994, il a brusquement disparu des artères de la capitale. Pour préserver sa vie, le père Jean Marc Ela a été contraint de prendre le chemin de l'exil au Canada.

D'abord averti des menaces contre son intégrité physique, il dort dans un premier temps dans sa paroisse de Melen, sous la protection des dizaines de ses ouailles. Au fil des jours, la situation devient intenable et stressante. Des sources plus que fiables l'annoncent comme étant la prochaine cible des tueurs, à la suite du père Mveng, tragiquement assassiné par des lâches dans des conditions non encore, le 24 avril 1995.

### ENVIRONNEMENT HOSTILE

Pourtant, le prélat ne demandait qu'une chose : la liberté de dispenser ses enseignements de sciences sociales et de participer ainsi à l'émancipation de l'homme. Homme de foi, de conviction et de vérité, le professeur Jean Marc Ela est obsédé par la dignité de l'Africain telle que cela ressort dans ses écrits, cours, prêches et conférences. Manifestement dans le Cameroun de Paul Biya, les hommes de sa trempe ne sont pas bien vus. Il dénonce ainsi "les forces du mal" qui maintiennent captive l'Afrique. Sur le plan politique, Jean Marc Ela ne se lasse de revendiquer l'avènement d'une réelle démocratie.

Il enfonce le clou dans le Guide pédagogique de formation à la recherche pour le développement en Afrique en dénonçant les schémas de coopération et de développement, conçus par le Nord pour maintenir le Sud captif. "Dans plusieurs pays africains la recherche agricole se concentre sur les cultures



Jean-Marc Ela

d'exportation telles le coton, le café, l'arachide, le cacao ou le palmier à huile. Plutôt que de se concentrer sur la recherche au profit des populations

locales" selon Jean Marc Ela. La crise alimentaire actuelle donne raison au professeur qui a eu tort d'avoir raison très tôt.

EBONGUÉ NGANDO

## LE CAMEROUN Cimétière des intelligences

Jean-Marc Ela a symbolisé pendant très longtemps l'espoir dans ce régime de la terreur. Ses critiques et prises de position contre le pouvoir et pour la liberté ont fini par agacer Biya et les siens. Accusé de trahison - parce qu'il osait publier des articles dans des journaux proches de l'opposition et des Bamiléké, lui le Bédi - et d'opposition au pouvoir, ce professeur de renommée internationale a fait l'objet de menaces de mort - tout comme sa famille -, de harcèlement téléphonique, de lettres anonymes et de filature. Le 6 août 1995, Ela fuyait le Cameroun pour le Canada où il a depuis lors demandé l'asile politique. On se croirait trente ans en arrière! Son cas n'est pas isolé. La persécution des intellectuels, créateurs et universitaires par le régime de Biya a connu une nette recrudescence depuis 1990. Au point qu'aujourd'hui, le pays se vide de sa matière grise. Encouragement à la fuite des cerveaux, découragement de ceux qui sont formés à l'étranger de rentrer au bercail. Les enseignants de l'Université catalogués comme proches de l'opposition sont suspendus de cours, certains sans solde. Une liste rouge d'*«enseignants indélébiles»* aurait même été établie par le ministre de l'Enseignement supérieur, par ailleurs recteur de l'Université de Yaoundé I. Pour des raisons peu convaincantes: *«dissidence, opposition au régime, endoctrinement des étudiants, etc.»*

A ceux-là, point d'autorisation de sortie du pays. Une fois de plus, l'Etat s'est mêlé de ce qui ne le regardait pas. Aujourd'hui, la frontière entre ce qui ressort de l'académique, de l'administratif et du politique n'existe plus au sein de cette institution. Les responsables des universités et grandes écoles sont nommés et révoqués par le gouvernement, chefs de départements, doyens et autres recteurs sont presque tous des militants du R.d.p.c. (de Biya). Mais pour le président, son régime est démocratique et le Cameroun un Etat de droit. Source: Jean-Tobie Okala, La décennie Biya au Cameroun. De la grâce à la disgrâce., Paris, L'Harmattan, 1996, pp 97-98

## La saignée chirurgicale

Fuyant les rudes conditions d'exercice de la profession, une partie importante de diplômés de médecine préfèrent s'installer aux États-Unis et en Occident.

Ils n'ont désormais qu'un seul mot sur les lèvres, partir. "Partir pour s'épanouir" affirme Raïssa, étudiante à la Faculté de médecine et des Sciences biomédicales (Fmsb) de l'université de Yaoundé I. Une fuite en avant, vers l'inconnu, pour mieux s'intégrer, pour mieux apprendre et s'épanouir dans un milieu professionnel qui semble être meilleur. Les États-Unis, le Canada, l'Italie, la Grèce, l'Espagne, le Danemark la Suède, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Australie sont les destinations des Camerounais qui ont, pour la plupart, marre d'un système académique et professionnel où ils n'entrevoient que la misère, le chantage, la corruption et la promotion des médiocres.

Au bout du chemin, ce n'est toujours pas le rêve tant choyé. Parfois même, c'est l'horreur et la misère qui s'invitent au quotidien. Pour l'honneur, la famille, les amis, la honte et les rêves brisés, inutile de rentrer au pays. Il faut supporter, foncer à tout prix. Dès lors, on n'a plus le choix : Il faut survivre. Entre-temps, il faut au moins gagner sa vie. "Veilleurs de nuit affublés d'une maîtrise en sciences économiques, vigiles des supermarchés périphériques gratifiés d'un Diplôme d'études approfondies (Dea) en électronique, gardiens d'immeubles nantis d'une licence en mathématiques, chauffeurs de bus affolés par un troisième cycle en sciences sociales, instituteurs de collège affichant un doctorat d'Etat en sémantique", tout est bon pour s'en sortir témoigne Aka Kouamé, chargé de cours et coordonnateur de la recherche à l'Institut de formation et de recherche démographiques (Iford) de Yaoundé II. Sans compter les vénérables

épouses qui balaiant dans les arrières-boutiques aux heures indues de la nuit ou qui se contentent des travaux ménagers afin de pouvoir nourrir les enfants ajoute-t-il.

### MISÈRES

Or, si ces pays ont autant besoin de cerveaux, ils ont aussi besoin de main-d'oeuvre à exploiter et leurs choix se font souvent sans tenir compte des aspirations, de la formation ou du potentiel intellectuel des individus. Des diplômés acquis ne donnent pas droit aux aspirations des Camerounais qui sont, quelque soit leur niveau d'étude, considérés comme des étrangers. Une triste réalité qui pousse le diplômé à embrasser une profession à laquelle il n'avait jamais rêvée, même dans ses pires cauchemars.

Selon le Programme des nations unies pour le développement (Pnud), le secteur de la Santé est particulièrement touché en Afrique. Des départs pour les États-Unis et l'Occident expliquent la précarité et les conditions exécrables de pratique de la médecine au pays. "Pour racoler, les médecins sont obligés de rançonner les malades en faisant les avortements, en multipliant le prix des actes par deux, en consultant pour le ministère le jour et pour lui la nuit dans leur domicile où dorment sa femme et ses enfants" explique un médecin spécialiste qui a choisi de partir. " Toutes ces années d'études, ce n'est pas pour revenir être pauvre" ajoute-t-il.

### STATISTIQUES

Le Cameroun perd chaque année près de 20% de ces spécialistes hautement qualifiés au profit des pays étrangers. Selon le

Conseil de l'Ordre, plus d'une centaine de médecins camerounais sont formés chaque année à la faculté de médecine de l'université de Yaoundé I contre 1000 autres dans les universités étrangères. Malheureusement, toutes ces matières grises restent souvent au chômage. En 1990, sur les 95 153 immigrants dotés d'une formation universitaire résidant aux États-Unis, 1 434 étaient des Camerounais. "Il est possible que cet effectif se soit accru depuis, en raison de la crise profonde qui a probablement exacerbé les facteurs de répulsion" avoue un membre de l'Ordre.

En une année, 173 médecins, 50 dentistes, 155 infirmiers, 50 accoucheuses, 9 pharmaciens ont suivi la même voie. Chaque année, au moins 20.000 médecins, professeurs d'université, ingénieurs, footballeurs africains émigrent vers le Nord. Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, les statistiques seraient même sous-estimées car aucun pays de l'Afrique centrale ne possède un système complet d'enregistrement et de suivi des flux migratoires des compétences. Une situation qui est due aux statistiques peu fiables, aux connaissances limitées, à la clandestinité, aux défaillances des ambassades et à la perméabilité des frontières.

Au Cameroun, les mesures prises pour endiguer le mal sont inefficaces. Or, la fuite des médecins constitue une problématique sérieuse pour l'avenir de la santé publique. Une réflexion globale sur ce fléau devrait s'amorcer. Une prise de conscience générale s'impose dès maintenant avant que de plus grands ravages ne surviennent.

JEAN PIERRE HACHDA

ETIENNE SOMAN

## Ancien de bateau n'a jamais trouvé d'équipage

L'ex député Upc était rentré au Cameroun pour travailler. Aujourd'hui il cultive son jardin au village natal

Pour raconter l'histoire de son retour au pays natal, Etienne Soman aujourd'hui installé dans son village natal Nlog-Sahno sis près de Pouma ne se fait pas beaucoup prier.

*"Un matin, je trouve une annonce dans le journal le Monde. Annonce selon laquelle une banque camerounaise recherche un directeur de crédit. Il s'agissait de la Scb dont je rencontre après un test de sélection passé dans un cabinet de recrutement sis boulevard Hausman le Directeur général (Robert Messi Messi) à Paris. Mais une fois au Cameroun, je ne le reverrai pas", se rappelle Etienne Soman. Qui croit savoir que son militantisme actif auprès de l'Unek et de l'Upc est très mal vu par les politiques au Cameroun.*

Parvenu à Yaoundé, Etienne Soman n'est pas recruté par l'institution bancaire. Pis, il ne rencontrera jamais son directeur général qui l'avait formellement invité depuis Paris à venir prendre service. La désillusion est si grande qu'Etienne Soman rentre dans le maquis. Il réapparaît en 1990 à la faveur de l'affaire Yondo Black, pour laquelle, il est interné trois mois durant à la Sécurité militaire (Semil) dirigée par Nnengue Moneboulou

En 1991, il refait parler de lui, en devenant au congrès de Nkongsamba, le secrétaire à l'organisation de l'Union des populations du Cameroun. Le 1er mars 1992, il est élu député dans la circonscription électorale de Pouma dans la Sanaga

maritime. Mais le bail d'Etienne Soman à l'Assemblée nationale est de courte durée. En 1993, il est exclu du parlement camerounais. Pour des raisons qu'il explique aujourd'hui : "Kodock n'a jamais apprécié que je côtoie Hogbe Nlend qui l'a battu le 5 septembre 1992 à l'investiture du candidat de l'Upc à la présidentielle. Je l'ai pourtant voté ce jour" dit-il. Vrai ou faux ?

Toujours est-il qu'en 1992, Etienne Soman soutient Hneri Hogbe Nlend qui lui-même soutient Bello Bouba Maïgari. "La résolution finale de l'investiture du candidat de l'Upc disait qu'on devait se mettre derrière un élu pour mener les négociations. Mais pour avoir été légaliste, j'ai été banni du parti", se souvient-t-il encore, en parlant des relations devenues orageuses avec Augustin Frédéric Kodock. Et que, pour l'exprimer des militants de l'Upc ont répondu en choeur au cours d'une conférence de presse à la question de Augustin Frédéric Kodock à savoir qui "mirmire dans la salle" que c'est Soman.

"Cette histoire de qui mirmire dans la salle s'est déroulée en mon absence", fait remarquer l'homme qui s'est retranché sur ces terres à Suna par Pouma où il vit pleinement des fruits de la terre et de l'encadrement des militants de l'Upc.

Malgré tout, son surnom "Ancien de bateau" lui colle encore à la peau. Et à l'heure des débats les plus passionnés sur l'immigration clandestine, Etienne Soman n'est pas peu



fier de son odyssee vers les chemins de l'Europe. Un véritable périple qui l'a conduit par des chemins détournés au pays de Nicolas Sarkozy et Jean Marie Le Pen. "Je suis parti du Cameroun le 21 juin 1965 pour atterrir à Lyon le 1er août 1966" affirme l'ex député de la nation. Et qui a encore bien fraîche dans sa mémoire "l'histoire d'un an de route du Nord-Cameroun à Kano(Nigeria) en passant par Maradi, Agades et Niamey(Niger), Ouagadougou, Bamako, Kayes pour finalement échouer à Dakar.

Dans la capitale sénégalaise, le jeune Etienne Soman (21 ans) embarque clandestinement dans un bateau, d'où son surnom, qui le largue sur les berges de la Méditerranée à Marseille. Mais le jeune aventurier n'a dans sa tête qu'une idée, rejoindre Lyon, ville réputée en Hexagone comme étant le bastion des opposants camerounais dont il ne possède aucune adresse. A son arrivée dans la troisième ville de France, tout est

fermé mais en errant dans la cité, Etienne Soman fait une rencontre capitale. "A Lyon, je suis tombé sur Ruben Bayemi qui militait à l'Unek- (l'Union nationale des étudiants du Kamerun, Ndlr) l'antichambre de l'Upc" raconte-t-il d'une voix douceuse à la mémoire de son amphitryon en terre française et dont il a fini par épouser une fille de la famille.

En tout cas, une fois en Hexagone, Etienne Soman veut poursuivre ses études. Pour ce faire, il prend une inscription en capacité en droit à l'Université de Lyon II. Son parchemin en poche, il opte pour un probatoire d'études compatibles. Qui le conduit droit dans une banque de neuflyze Schlumberger Mallet, trois avenues Hoch. "Le 1er juillet 1977, la banque m'affecte à Paris et j'y travaille jusqu'au 31 décembre 1985". Pour finir comme chômeur au Cameroun.

### Post scriptum

#### L'URGENCE DE LA PENSÉE

*De nos jours, le monde est tel que l'activité de ceux qui vivent à l'extérieur est capitale, pour ne pas dire vitale. Vivre hors du pays n'est pas nécessairement un signe de faiblesse ou de lâcheté. Par rapport à la vie d'une nation, la vie de la diaspora est aussi efficace et déterminante que celle des gens qui sont restés sur place. Il est pour ainsi dire normal, voire naturel que les personnes s'exilent ou voyagent.*

*Certains s'exilent -c'est le cas des intellectuels- peut-être parce qu'au Cameroun, il n'y a que trois activités majeures qui préoccupent la plupart des Camerounais : boire l'alcool, regarder la télévision, courir derrière les femmes. Ceux-ci n'ont pu résister à la tentation de l'exil dans une société où les lieux de réflexion et d'analyses font défaut tandis que les bars, les multinationales de Dieu communément appelées nouvelles églises envahissent les bidonvilles qui prolifèrent. D'autres y sont contraints, soit pour des mobiles politiques, Simon Munzu, Carlson Anyangwe, Mila Assouté et Guerandi Mbara font partie de cette catégorie, soit parce que les conditions de vie sont devenues insupportables. Dans tous les cas, le pays se vide de ses fils, donc de ses intelligences. Face à cette situation, l'émergence des jeunes dont l'indépendance d'esprit, la liberté d'expression et la capacité de subversion des mythes, des dogmes élitiques autrefois vénérés est symptomatique d'une société en pleine mutation. Il est légitime d'œuvrer, surtout si l'on ne veut pas livrer notre État à l'ésotérisme, pour l'instauration de la culture de la dissidence dans un contexte socio-historique où la culture de la terreur et de la peur "liés à un système de gouvernement où la violence, la barbarie, le meurtre, le vol sont restés les instruments du pillage et d'accumulation anarchique et perverse. Notre rôle n'est-il pas, s'il faut parler comme Jean-Marc Ela, de soumettre à l'examen cette société de spectacle en lui renvoyant sa propre image, en faisant tomber les masques qui cachent les pièges d'une dictature sortie des urnes, bref d'une démocratie truquée?"*

*Jean-Bosco Talla*

## La patrie méconnaissante

On connaissait Yannick Noah, bien d'autres Camerounais sont obligés de changer de nationalité.

Il n'y a pas les mêmes conditions d'organisation et d'entraînement au Cameroun pour les sportifs de haut niveau. Beaucoup de sportifs d'origine camerounaise sont obligés de changer de nationalité pour exister dans leur art. C'est à contre cœur que Gévrise Emame a dû franchir le pas. Elle a d'abord été se renseigner auprès de la Fédération camerounaise de judo et de certains athlètes pour savoir comment se passaient les entraînements au Cameroun. L'absence de structures dédiées où les athlètes peuvent s'entraîner tous les jours a fini par la dissuader de porter le maillot de son pays d'origine. La judokate Gévrise Emame a signé le 9 septembre 2007, son entrée dans la cour des grands en remportant la médaille d'argent, en moins de 70 kg, aux Championnats du monde en Egypte. A 23 ans, la double championne de France

en titre participait à ses premiers débats mondiaux où elle a confirmé son énorme potentiel. Elle estime toutefois avoir encore beaucoup à apprendre.

Champion du monde 2006, il est l'icône de l'haltérophilie française. D'origine camerounaise Vencelas Dabaya est un espoir de médaille pour la France lors des Jeux de Pékin. Dans le Rugby, l'international français d'origine camerounaise, Serge Betsen est une valeur sûre du rugby français. Il vient de signer avec les Wasps. Le flanker international de Biarritz s'est engagé pour deux saisons avec le club anglais. Un autre rugbyman d'origine camerounaise monte dans le monde du rugby. Le deuxième-ligne d'origine Robins Tchale-Watchou (24 ans) quitte Auch à la fin de la saison. Il a signé un pré-contrat avec le Stade français. Il était en contact avec Toulouse et Paris. Florine

Mbang est l'étoile montante du handball féminin français, elle est également d'origine camerounaise.

#### Ki-Yi

Les Camerounais sont obligés de se retrouver même en Chine pour vivre leur passion. Dominique Sifu S., Camerounais d'origine vivant en Chine est détenteur du premier prix en armes Taiji au 4e Festival international de wushu de Hongkong, mais aussi des récompenses dans des compétitions de figures de Taijiquan ou de maniement de la lance Qiangshu. Les gens l'appellent "le troisième Li" en Chine, en référence aux deux héros, Bruce Lee et Jet Li.

Le rayonnement des personnes d'origine camerounaise se manifeste également dans le domaine des arts. Were Were Liking n'a jamais bénéficié de la considération dans son pays d'origine. D'origine camerou-

naise, elle arrive en Côte d'Ivoire en 1978, elle travaille à l'université et devient chercheuse à l'Institut de littérature et d'esthétique négro-africaine, avant de fonder en 1985 la villa Ki-Yi, qui deviendra par la suite le village Ki-Yi, lieu de formation d'artistes venus de toute la sous-région, reconnu officiellement en 2001 comme centre panafricain de formation Ki-Yi. Y travaille une troupe de renommée internationale, le Ki-Yi M'bock. Fidèles à ce nom qui signifie "ultime savoir de l'univers", les artistes promeuvent une esthétique pluridisciplinaire en accord avec la tradition africaine. Were Were Liking veut désormais renforcer sa fondation, pour y accueillir plus de jeune, et en faire un centre de la création africaine contemporaine, équipé pour l'apprentissage des métiers d'art.

S.A.K

## L'Assommoir

### En panne d'hommes

Le Cameroun attend l'homme capable de faire passer le pays d'une époque à une autre. Malheureusement, cet oiseau rare n'est pas encore en vue. Le principe de sélection conduit au nivellement par le bas. Pour se faufiler à travers les obstacles dressés sur leurs routes, tous ceux qui aspirent à succéder à Paul Biya, doivent se faire tout petits et, de préférence, couleur de muraille. Après plus de 25 ans à la tête de l'Etat, du Cameroun le président camerounais peut s'enorgueillir d'avoir réussi l'exploit d'instituer la pensée unique dans son entourage. Il construit aujourd'hui son avenir politique sous les décombres d'une opposition en mal de leadership.

Certains n'hésitent pas à accuser les médias d'avoir bafoué l'exercice de la démocratie en concours Lépine de la vertu et du consensus. Talleyrand n'eût pas franchi les mailles de leurs filets. Ni Clemenceau. Ni Washington. Jefferson pas davantage. Ainsi, à force de confondre morale et moralité, torchon et serviette, le Cameroun se retrouve avec tout ce qu'il mérite, c'est-à-dire pas grand-chose. Les hommes politiques ne devraient s'en prendre qu'à eux-mêmes. De nombreux Camerounais regrettent aujourd'hui, le temps des grands élans. Une époque où la politique envoyait les hommes à la mort au nom de la métaphysique. Les nostalgiques de l'idéologie ont encore en référence, le temps où l'Upc mobilisait les Camerounais, au nom de l'indépendance. Aujourd'hui, les Camerounais sont retournés, à eux-mêmes, c'est-à-dire à l'hédonisme qui dilue tout dans la même eau. La foule des pauvres ne sait plus faire foule. Les corporatismes explosent, la société expire.

L'histoire interpelle le Cameroun. Le Bas Empire s'est écroulé, faute d'ambitions parce que la plèbe ne savait plus où elle allait. Comme l'a dit Tocqueville, la maladie mortelle de l'Ancien Régime fut que des "hommes si semblables étaient plus séparés qu'ils ne l'avaient jamais été en petits groupes étrangers et indifférents les uns aux autres." C'est ainsi que "chacune de ses petites sociétés ne vit [...] que pour soi, ne s'occupe que de soi, n'a d'affaires que celles qui la touchent." Le Cameroun en est là.

Paul Biya est une fois encore favori pour 2011. Il se considère d'ailleurs comme le gentilhomme providentiel du Cameroun. Malgré des années, Paul Biya a tant de mal à intéresser les Camerounais. Ce qui intéresse Paul c'est Biya et ce qui intéresse Biya c'est Paul. John Fru Ndi est toujours dans la course. Le leader du Sdf semble condamné au martyre à perpétuité. Il se plaît bien dans le costume de leader de l'opposition. Fru Ndi se prend d'ailleurs pour le président de la République. Il n'a pas encore compris que c'est par dépit que certains Camerounais votent encore pour une formation politique qui n'a pas su se moderniser. Il existe bien sûr de jeunes loups mais le paysage politique camerounais reste classique et conformiste. Le Cameroun recherche encore ce leader qui en parlant en son nom deviendra le Cameroun. L'homme d'Etat prépare la prochaine génération et non la prochaine élection. Paul Biya n'a fait que préparer les élections depuis 1982.

DUKE ATANGANA ETOTOGO

## PATCHWORK

### Peurs et transes

Oh shame oh. Le refrain du chanteur camerounais, Douleur, a été certainement repris, le 20 mai dernier par les Camerounais. Tous ceux là qui ont encore le courage de regarder notre Crtv nationale. Les militants du Rdpc, le parti au pouvoir, ont comme à l'accoutumée fait une "démonstration de puissance". Combien étaient t-ils ? 500, 1000, 5000, 10000, personne ne saurait le dire. Pour rien au monde, **Grégoire** ne pouvait louper cette occasion. Il est bien loin le temps où, le fils de **Ngomedzap** nourrissait la réflexion au sein du parti, dans un bateau dans la tourmente. Il a eu le temps d'abandonner ses alliés progressistes dans la tourmente. Le parcours de **Grégoire Owona** est jalonné de cimetières. Il est pour beaucoup dans la longue traversée du désert de **Jean**

**Jacque Ekindi**. En juillet 2002, **Grégoire Owona** est propulsé au secrétariat général adjoint du Rdpc pour sévices rendus. Au palais des Congrès de Yaoundé, **Grégoire** est chargé de tenir à l'œil l'autre blanc du comité central, **Joseph Charles Ndoumba**. Le vice président du comité national des droits de l'homme et des libertés finira par avoir son supérieur à l'usu-re. Ruiné par l'âge et la maladie, **Joseph Charles Ndoumba** finira par être remplacé par **Réné Sadi**. Après avoir décapité l'opposition à l'Assemblée nationale, en sa qualité de ministre délégué à la présidence, chargé des relations avec les Assemblées, **Grégoire Owona** pense aujourd'hui qu'il mérité mieux. A ce moment où on parle d'un remaniement ministériel, il se verrait bien ailleurs quelque part. Il n'a été ébranlé, jusqu'ici, que par l'affaire des listes des homosexuels. Le public n'oubliera pas ses larmes au tribunal de Yaoundé. De vraies fausses larmes de crocodile.



Rien à voir avec la mine réjouie de **Chantal Biya** au défilé le 20 mai dernier. L'épouse du président **Paul Biya** a tenu à être aux côtés de son époux. Au quartier, on n'a pas

manqué de dire qu'elle portait dans son sac à main les écorces devant anéantir toute tentative de coup d'Etat. Le syndrome Sadata a plané, ces derniers jours, au dessus des têtes des locataires d'Etoudi. Cet argument est loin de convaincre tout le monde dans les chaumières. Pour certains Camerounais, la présence de **Chantal Biya** visait simplement à éloigner le président de la République de son Premier ministre. La pâleur de **Éphraïm Inoni** n'est pas passé inaperçu, pour de nombreux spectateurs et téléspectateurs. Notre Pm semble abattu par l'affaire de l'Albatros. Pour avoir travaillé longtemps à la présidence de la République, il sait que des garanties à lui données par le chef de l'Etat ne valent que le temps de la rencontre. Le Pm n'était pas plus serein que le ministre de la Défense, **Rémy Zé Meka**. L'étalon de Zoétélé n'a pas passé un weekend joyeux. Alors qu'il

s'attelait à la préparation du défilé de la fête nationale du 20 mai, une rumeur annonçant un remaniement ministériel a inondé la capitale et laquelle le ministre en charge de la Défense a été limogé par le **Big katchika** de Ngola. Une information qui n'avait aucun mal à convaincre même les plus sceptiques. Pour beaucoup, l'affaire du vrai-faux coup d'Etat trouvait là un dénouement. La tuerie de Bakassi n'était pas effacée dans les esprits. Il a fallu une réaction prompte du ministre de la communication, **Jean Pierre Biyiti Bi Essam**, pour rassurer le premier soudard du Cameroun. Son sourire crispé au président de la République se confondait à un acte d'allégeance. **Ze Meka** a décidé de rentrer dans les rangs. D'ailleurs avec **Paul Biya**, les coupables et les non coupables sont logés à la même enseigne. **Paul Biya** a eu droit à son quart d'heure de gloire. Les armées du Cameroun ont esquissé un pas de danse à son honneur, bien avant le défilé militaire. Tout rappelait dans les gestes les heures sombres du Zaïre de **Mobutu**. Le président de la République du Cameroun se convertit au mobutisme plus de 25 ans après son accession à la magistrature suprême. **Paul Biya**, roi du Cameroun. Le film n'est malheureusement pas programmé à la prochaine édition des Écrans noirs.

MAHEU

## COÛT DU TÉLÉPHONE

**Le dictat des opérateurs du mobile**

Le revirement spectaculaire de l'Agence de régulation des télécommunications sur les exigences tarifaires inquiète les représentants des consommateurs qui voient là des magouilles négociées au détriment des consommateurs.

« Une baisse simplifiée et homogène » des tarifs de communication par mobile. Voilà ce qu'exigeait, il y a quelque mois seulement, le directeur de l'Agence de régulation des télécommunications (Art) aux opérateurs Mtn et Orange à la suite des mesures prises par le gouvernement le 7 mars dernier pour réduire le coût de la vie des Camerounais. Devant les attermolements, le Dg de l'Art avait donné un ultimatum aux opérateurs entêtés pour qu'ils se conforment avant le 1 juin 2008.

Pour faire diversions, le 28 avril dernier, le directeur général adjoint de Mtn, Jean-Claude Ottou, présente le nouveau plan tarifaire de la société appelé Mtn Zone et destiné uniquement aux abonnés prépayés. Ce plan tarifaire propose un éventail de réduction variant entre 20 et 90% du tarif de base. "Insuffisant" déclarait-on du côté de l'Agence de régulation qui estimait, jusqu'à cette date, que la baisse des tarifs de communication ne devait pas être "diluée dans les avantages liés aux appels en heures creuses ou de nuit concernant un certain type de clients" et demandait à l'opérateur Sud-africain de se conformer avant le 1er juin, date butoir des dépôts des propositions des opérateurs à l'Agence de régulation. Les responsables avaient même évoqué de fixer, le cas échéant, un "tarif plafond" que les opérateurs ne pourraient dépasser.

Dans la logique de respecter les exigences de l'agence de



Jean Louis Beh Mengue

régulation, le vendredi 23 mai 2008, Orange Cameroun va également masquer la baisse de ses coûts de télécommunications "dans les avantages liés aux appels en heures creuses ou de nuit". Une initiative contraire aux revendications "fermes" de l'Art. " Appelez désormais les nuits dès 22h vers Orange à 100F/mn et dès minuit à 100/10 mn" annonce Orange à tous ses abonnés. En effet, les clients Orange qui se téléphonent entre 5h et 22 heures ont 37% de réduction sur les coûts de leurs communications. Entre 22h et 24h, 3mn de communications sont dorénavant facturées à 100 Fcfa. Et, de 24h à 5h du matin, 10 minutes de communication reviennent à 100 Fcfa. Le slogan "Le jour je prends mon temps, la nuit je me lâche et à partir de

minuit, je m'éclate" reste significatif en lui-même.

**REVIREMENT**

"La baisse générale des prix de communication est de 20%". Alors qu'on s'attendait à une sortie musclée de l'Agence de régulation des télécommunications, c'est son directeur Jean Louis Beh Mengue, qui annonce la nouvelle au cours de la Conférence de presse donnée le vendredi 30 mai 2008. En substance, selon Jean Louis Beh Mengue, la nouvelle tarification qui est entrée en vigueur le 1er juin dernier découle des propositions faites par les trois opérateurs de téléphonie mobile, Orange, Mtn et Camtel, approuvées par l'Art.

De l'avis du directeur général de l'Art, la nouvelle structure

des prix des communications tourne autour des plans tarifaires, des plages horaires et de l'option tarifaire choisie par l'abonné, mais aussi suivant l'heure à laquelle il appelle. En d'autres termes, une grille tarifaire contraire à celle exigée par la même Agence de régulation qui la voulait, il y a seulement quelque mois, "simplifiée et homogène".

Les présidents des associations de consommateurs crient à la supercherie. Delor Kamgaing, président de la Ligue camerounaise des consommateurs (Lcc) voit dans le revirement de l'Agence, des magouilles orchestrées sur le dos des pauvres camerounais. Prenant le directeur général au mot, il a répliqué en déclarant que la nouvelle grille approuvée par l'Art ne respecte pas lesdites recommandations. Prolige et en défenseur des opérateurs, le Dg a reconnu que "les tarifs pratiqués au Cameroun se situent au-dessus de la moyenne des pays présentant le même profil économique plus ou moins identique", mais "simple" ne pouvait être envisagée pour l'heure, au regard de certaines difficultés rencontrées par les opérateurs qui foulent au pied, les droits des consommateurs. L'Art avait déjà fermé les yeux il y a plus d'un an de cela. Les opérateurs du mobile s'étaient engagés dans le secteur de l'Internet au mépris de la réglementation en vigueur. Jean Louis Beh Mengue n'est pas à sa première contradiction.

JEAN PIERRE HACHIDA

## TÉLÉCOMS

**Est-ce la fin de Mtn?**

Depuis quelques semaines, la rumeur se fait persistante. Plusieurs leaders mondiaux des télécommunications ont approché le premier opérateur africain. Le 24 mai, Mtn avait déjà rompu ses négociations avec le groupe de télécommunication indien Bharti Airtel. Une fusion qui créerait le 6e opérateur mondial car Mtn possédait 68 millions et Bharti environ 62 millions d'abonnés.

Le 26 mai, le groupe indien Reliance Communications a confirmé être en discussion avec le groupe sud-africain de téléphonie mobile Mtn, avec une période d'exclusivité de 45 jours, après le retrait du groupe indien Bharti Airtel de ses négociations de fusion avec Mtn.

Les deux groupes devraient discuter d'une "combinaison potentielle de leurs activités" afin de "créer une plateforme globale unique pour une croissance exponentielle", indique le communiqué de Reliance Communications, le deuxième groupe de téléphonie mobile indien. Reliance a indiqué que les deux groupes s'étaient mis d'accord pour mener des négociations exclusives pendant 45 jours, sans fournir d'autres détails.

Le groupe Bharti du milliardaire Sunil Bharti Mittal avait indiqué dans un communiqué que les négociations avaient échoué sur une proposition de Mtn qui transformait "Bharti Airtel en une filiale de Mtn". "Le projet de Bharti de passer du statut d'entreprise créée et développée en Inde à celui d'un géant indien et multinational des télécommunications aurait été gravement compromis et c'était totalement inacceptable pour Bharti", a indiqué le groupe dans son communiqué. Le marché indien de la téléphonie mobile offre la plus forte croissance au monde.

Mtn détient une base d'abonnés d'environ 68 millions de clients dans 21 pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Sa capitalisation boursière représente 40 milliards de dollars. Reliance représente une base d'abonnés de 48 millions de clients et sa capitalisation boursière est évaluée à un peu moins de 30 milliards de dollars.

J.P.H

## TICAD IV

**Une autre promesse de développement**

Le Japon double son investissement en Afrique et propose un partenariat et une collaboration francs et sincères avec les pays africains.

« L'avenir, l'Afrique deviendra un puissant moteur de la croissance mondiale ». C'est pour cela que le Premier ministre japonais, annonce un ensemble d'initiatives en faveur du développement de l'Afrique, y compris une augmentation substantielle de l'aide publique au développement (Apd) au cours des cinq prochaines années, afin de stimuler les progrès à accomplir pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (Omd) d'ici 2015. Face aux 51 pays d'Afrique, dont 40 chefs d'État et de gouvernement, Yasuo Fukuda, s'est voulu direct sur le plan de travail visant à réaliser "un siècle de croissance africaine" à l'occasion de la 4ème conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad IV) qui s'est tenue du 28 au 30 mai 2008.

Le "Plan d'action" vise entre autres, dans les cinq prochaines années, à doper la croissance économique du continent africain (6,5% en 2007, niveau jamais atteint depuis plusieurs décennies) et l'essor des infrastructures sociales de base qui font défaut tout en mettant un accent particulier sur l'agriculture et le développement rural, le commerce, le tourisme. Le Japon

voudrait atteindre les Omd, consolider la paix et la bonne gouvernance et s'attaquer aux questions de l'environnement et des changements climatiques.

Cette initiative a été saluée par le président du groupe de la Banque mondiale qui a émis le vœu de voir l'Afrique sortir de la misère. "Je suis convaincu qu'au cours des quinze prochaines années, la génération actuelle, la génération de vos dirigeants, verra l'Afrique devenir un des nouveaux pôles de la croissance mondiale, tout comme au cours des dernières années, nous avons vu la Chine, l'Inde et d'autres devenir des pôles complémentaires de la croissance dans le monde en développement" a-t-il déclaré.

**APPROPRIATION**

La secrétaire générale adjointe des Nations Unies, Asha-Rose Migo, a lancé un appel pour un soutien plus prononcé de la communauté internationale et des pouvoirs publics africains en faveur du secteur de l'agriculture. Des mesures doivent être prises, a-t-elle ajouté, sur tout le continent afin de mettre en oeuvre les recommandations de la déclaration de Yokohama ainsi que celles du groupe de pilotage

pour la réalisation des OMD en Afrique pour atténuer l'impact de la hausse mondiale des prix alimentaires.

La déclaration de Yokohama définit les principes auxquels les parties prenantes de la Ticad souscrivent pour faire progresser le développement en Afrique, ainsi que le "plan d'action de Yokohama" et le "mécanisme de suivi de Yokohama", qui représentent deux feuilles de route pour des initiatives concrètes. En effet, Dans le cadre de la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad IV), le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et le gouvernement japonais ont annoncé le 29 mai, un nouveau programme financé à hauteur de 92,1 millions de dollars pour promouvoir l'adaptation aux changements climatiques en Afrique. Sur le total de 92,1 millions de dollars, onze seront alloués à des programmes auxquels seront associés le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), le Programme alimentaire mondial (Pam) ou l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi). Par ailleurs, en attendant la tenue du sommet du G8 qui aura

lieu en juillet prochain à Hokkaido, au Japon, les participants ont sollicité du G8, le respect de ses engagements pris en faveur du développement de l'Afrique. Une sollicitation qui sera présentée et discutée par le Japon à Hokkaido afin de s'assurer de la volonté des membres du G8 à respecter leur parole.

Les assises du Ticad IV avait pour thème : "Vers une Afrique dynamique : un continent d'espoir et d'opportunité". C'est une initiative du gouvernement du Japon destinée à promouvoir un dialogue politique de haut niveau entre les dirigeants africains et leurs partenaires dans le domaine du développement. La Ticad est devenue le principal cadre mondial dont la mission est de coordonner l'exécution de programmes visant à promouvoir le développement de l'Afrique. Les principes directeurs de la Ticad sont l'"appropriation" par les Africains de leur processus de développement et le "partenariat" international. Une composante importante de ce cadre de concertation est la coopération entre l'Asie et l'Afrique.

JEAN PIERRE HACHIDA